Augmentation des transports pour payer les canons de d'Argenlieu :

CE SONT LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET VIETNAMIENS QUI PAIENT LA GUERRE DU CAOUTCHOUC !

Contre l'unanimité de l'Assemblée Nationale, qui a voté, dans l'accord général des partis bourgeois et ouvriers, deux adresses de félicitations au corps expéditionnaire d'Indochine,

le jeudi 4 avril 1946 :

« L'Assemblée nationale constituante adresse aux troupes du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient et à leurs chefs, l'expression de la gratitude et de la confiance du pays au lendemain du jour où leur entrée à Hanoï consacre la réussite de la politique de libération pacifique de toutes les populations de l'Union indochinoise, suivie par le gouvernement de la République. »

et le vendredi 10 décembre 1946 :

« A l'occasion des fêtes de Noël, la commission de la Défense nationale adresse aux combattants français d'Indochine l'expression de son affectueuse sympathie et salue leurs efforts pour maintenir en Extrême-Orient la présence civilisatrice et pacificatrice de la France. »

Les Communistes Internationalistes ne cesseront pas de crier :

Vendredi 27 Décembre 1946. - HEBDO - "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" — Prix : 5 Francs — N° 155

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

A BAS LA GUERRE D'INDOCHINE !

ARRETEZ LES MASSACRES COLONIALISTES !

Les travailleurs vietnamiens veulent leur indépendance, les travailleurs français ne veulent pas faire les frais de nouvelles opérations militaires

La longue liste de provocations montées par les séides de d'Argenlieu à Hanoï, a abouti à rouvrir au Tonkin le gouffre sanglant de la guerre. Les efforts des travailleurs français, les impôts qui laissent des traces douloureuses sur leur feuille de paye, tout va servir à alimenter une aventure effroyable pour le seul profit de la Banque d'Indochine et des gros colons.

Oui, c'est une guerre pour les coffres-forts

Oui, Monsieur Mutter, vous pouvez hurler à la Chambre en compagnie de vos amis du P.R.L. et du M.R.P. Vous ne pourrez rien contre ce fait : cette guerre est la guerre des coffres-forts de la Banque d'Indochine.

C'est la Banque d'Indochine, avec ses Henri Ardent, ses Alexandre Celliez, ses Jean Laurent et Cie, qui tire les ficelles,

— qui veut conserver ses compagnies de chemins de fer, ses houillères, son caoutchouc et son riz,

— qui veut poursuivre ses fructueuses spéculations financières en Extrême-Orient,

— Et qui a besoin de faire couler le sang français et vietnamien pour retrouver ses profits menacés.

C'est la Banque d'Indochine et toute la haute finance qui sont derrière les d'Argenlieu et les Leclerc, derrière les bourreaux du Viet-Nam.

Le sang a assez coulé

La bataille fait rage au Tonkin. Et déjà, à travers les communiqués, toute l'horreur d'une guerre sans merci vient nous saisir, et frapper les nigauds qui croyaient à la paix retrouvée.

Les capitalistes ne croient pas à la paix. Ils ne croient qu'aux profits. Qu'importe pour eux un peuple qui demande son indépendance. Qu'importe pour eux le travail inutile de la classe ouvrière qui croit œuvrer à la « renaissance du pays », et qui fabrique des armes et des équipements pour les mercenaires de ses pires ennemis : le moine sanglant d'Argenlieu, et Leclerc de Hauteclocque-la-Cagoule.

Le sang a assez coulé. Il faut en finir avec la tuerie immonde.

Blum-Moutet, obéissant aux injonctions des colonialistes, ont renvoyé les deux principaux provocateurs en Indochine pour qu'ils puissent sans doute poursuivre leur besogne criminelle.

Blum-Moutet, envoient sans arrêt de nouvelles troupes renforcer le corps expéditionnaire. On envoie là-bas plusieurs nouveaux régiments de la Légion étrangère, refuge aujourd'hui, de tous les S.S. allemands en mal d'Oradour. Ces S.S., dont le général Leclerc pense le plus grand bien, maintenant qu'ils défendent, à ses côtés, les intérêts des Ardant et des Cellier.

Blum-Moutet ss font les complices des gangsters capitalistes. N'apprenons-nous pas aujourd'hui que le paquebot « Ile-de-France » ne servirait plus au transport transatlantique des passagers, mais serait affecté au transport des troupes vers l'Extrême-Orient.

N'apprenons-nous pas que 10.000 hommes seraient prêts à partir de France et d'Afrique du Nord pour aller imposer le joug impérialiste au peuple vietnamien ?

Il faut que cette guerre soit immédiatement arrêtée.

Le peuple français veut la paix. Il veut fabriquer des machines agricoles, des tracteurs, des outils. Il ne veut pas fabriquer des canons contre l'indépendance vietnamienne.

Le peuple français veut la paix. Il ne veut plus payer des impôts qui ne servent qu'à financer les entreprises des colonialistes et des vieilles culottes de peau.

★ LIRE LA SUITE EN PAGE 3 ★

Assez de sacrifices !

SALARIÉS, IMPOSEZ AU PATRONAT

UN MINIMUM VITAL

EN RAPPORT AVEC LE COUT DE LA VIE

Cet article était déjà composé au moment où nous apprenons que le Bureau confédéral de la C.G.T. a fixé le minimum vital de « détresse » à 84.000 francs, alors qu'il reconnait, par ailleurs, la nécessité d'un salaire minimum de 103.000 francs.

Nous sommes prêts pour notre part à appuyer toutes les revendications de la classe ouvrière. Le moins qu'on puisse dire sur cette question est que ce sont les travailleurs qui doivent dire eux-mêmes, démocratiquement, ce qu'ils pensent du chiffre de 84.000 francs, s'il peut apporter un soulagement à leur misère.

Dans toutes les entreprises, donc, les travailleurs doivent être appelés à juger la valeur de cette revendication. Des assemblées générales extraordinaires, de véritables « congrès d'usines et d'entreprises », doivent se tenir partout avec, à leur ordre du jour :

Le minimum vital et les 84.000 francs.

Salariés, imposez au patronat, et à l'ETAT-PATRON, à l'usine, au bureau, dans les chantiers, le MINIMUM VITAL en rapport avec le coût de la vie.

Travailleurs de France, savez-vous que l'Etat paie aux actionnaires des entreprises houillères soi-disant nationalisées, chaque mois : 240 *millions*, soit près de 3 milliards par an, parce que chaque baron de la houille touche :

1.) Un intérêt sur chaque obligation et

2.) 8 francs par tonne de houille extraite en 1938 (?)

Savez-vous que les houillères possédaient en réserve en 1943 près de six milliards? Que le capital et les immobilisations s'élevaient à cette date à plus de onze milliards?

Travailleurs de France, savez-vous que malgré les milliards de déficit comblé par l'Etat, les actionnaires de la S.N.C.F. s'approprient plusieurs milliards par an parce que chacun d'eux touche 6 % de dividende par action?

Savez-vous que les actionnaires des entreprises soi-disant nationalisées de l'électricité touchent un intérêt de 3 %, plus un pourcentage variant avec le chiffre d'affaires?

Savez-vous que le baron Empain, propriétaire du métro, touche avec ses collègues ses dividendes bon ou mal an?

Travailleurs de France!

Vous avez vu les affiches placardées dans toutes les rues par le parti socialiste : « Le parti socialiste est le parti du courage ».

Enfin, vous vous êtes dit : Blum, Phillip, Mollet, vont s'attaquer aux bastilles capitalistes.

Ils vont, pour équilibrer le budget, conjurer l'inflation, et maîtriser la hausse des prix, prendre les seules mesures qui s'imposent :

Exproprier sans indemnité ni rachat les gros actionnaires des houillères, du métro, de la S.N.C.F., confisquer les réserves des banques se chiffrant par dizaines et dizaines de milliards!

Voilà quelle était la voie du courage!

Mais le gouvernement Blum choisit de capituler devant le patronat. Il choisit de *faire payer les pauvres.*

Le métro passerait à 5 francs : 150 % de hausse; la tonne de houille de 1.300 à 1.500 francs; le gaz et l'électricité : 40 % de hausse; les chemins de fer : 10 à 12 %.

Les trusts toucheront leurs milliards, mais le coût de la vie va faire encore une fois un bond gigantesque!

★ LIRE LA SUITE EN PAGE 4 ★

LES TRAVAILLEURS veulent de véritables CONVENTIONS COLLECTIVES !

Les patrons ont une peur bleue de voir insérer la question des salaires dans les conventions collectives. C'est une raison de plus pour ne pas accepter que la législation du temps de guerre soit prorogée, même par Daniel Mayer qui entend voir les syndicats accepter de jouer un rôle purement consultatif dans une commission des conventions collectives, où le patronat et les fonctionnaires à son service fixeront au plus bas le minimum vital. La législation d'autorité en matière de salaires a démontré qu'elle jouait contre les intérêts des masses laborieuses.

Les salariés veulent de véritables conventions collectives discutées entre délégués patronaux et représentants syndicaux, discussions qui pourront tourner à leur avantage dans la mesure où ils utiliseront toutes les méthodes d'action directe y compris la grève.

L'expérience passée de juin 1936 comme celle d'aujourd'hui — grève de chez Unic où la direction a lâché rapidement 5 francs d'augmentation pour tous, menace de grève chez Renondin où les 5 fr. ont été également obtenus — démontre que c'est uniquement par l'action que les travailleurs obtiendront satisfaction. Le minimum vital n'est pas seulement une affaire de discussion entre bonzes confédéraux et patrons, mais un problème de rapport de force dans l'usine. Et là, les ouvriers ont l'avantage.

Différents projets de conventions ont été soumis à l'attention des ouvriers par la Fédération. Nous allons examiner la partie concernant les salaires.

Dans le projet présenté aux patrons par la Fédération des Métaux, nous lisons :

ART. 41. — L'état actuel du pouvoir d'achat des travailleurs ne peut pas être pris comme base de modification en fonction du coût de la vie ce qui ne ferait que consacrer la misère actuelle. Une augmentation de ce pouvoir d'achat ne peut résulter, dans les conditions économiques présentes, que d'une mise en pratique immédiate d'un salaire proportionnel à la production excluant toute possibilité de système dégressif.

C'est là la condamnation du minimum vital comme de l'échelle mobile.

Mais dans le projet qui avait été soumis à la discussion à l'intérieur de la Fédération des Métaux lors de son congrès d'avril 1946, nous lisons exactement le contraire :

(Lire la suite en 4e page.)

LEON BLUM

Il fut un socialiste...

Réussira-t-il à regonfler le capitalisme français ?

par Fred ZELLER

Chef du seul parti sortant écrasé aux élections, Léon Blum arrive encore une fois au pouvoir. Curieux mécanisme que la démocratie bourgeoise ! Toute la vie du brillant social-démocrate n'aura été qu'une longue succession d'erreurs, de fausses prophéties, devenues aujourd'hui mensonges, de ruines. Tout le drame de Léon Blum, c'est que ce grand bourgeois distingué et fleuri ne croit plus en la bourgeoisie et pas non plus en la classe ouvrière.

Léon Blum et l'union nationale

Je me souviens d'un discours qu'il prononçait contre Doumergue, qui, après le 6 février 1934, était à la tête d'un gouvernement d'union nationale, avec le requin Tardieu et la grosse baudruche d'Herriot : « L'union nationale est une duperie ! Elle unit les exploiteurs et les exploités dans un gouvernement dont le seul but est de ne rien faire. »

Oubliant ces sages paroles, au cours de ces dernières semaines, Blum fit tous ses efforts et ne ménagea pas son temps pour réussir un gouvernement de large union nationale. Il aurait sans doute abouti, sans la pression décisive exercée de Colombey-les-deux-Eglises, par le général et ses deux hannetons jumeaux, les Coste-Floret. Ceux-ci savent bien que lorsqu'ils tirent un coup aujourd'hui, les conséquences ne se feront surtout sentir que plusieurs semaines et plusieurs mois plus tard ! Ce sont des coups à retardement, comme on dit.

Les larmes de Léon Blum

Tout l'art de Léon Blum consiste en ceci : Il sait pleurer et il sait serrer sur son cœur ses amis ou ses adversaires. Ce grand comédien sait s'arrêter en plein discours, devant les travaillistes anglais, et pleurer de vraies larmes, en rappelant les heures tragiques, certes, de l'invasion nazie en France. Mais, pareillement, à la scission de Tours, en 1920, au moment où la minorité du congrès, après l'intervention pathétique de la grande communiste allemande Clara Zetkin et la lecture des vingt et une conditions de Zinoviev, quittait la salle, Blum se tordait les mains de désespoir. Au moment où il excluait de la S.F.I.O. Renaudel et ses amis, en 1933, il pleurait encore. Comme il pleurait toujours à la mort de ces deux canailles que furent Barthou et Poincaré.

La mort n'excuse pas tout

Et je n'oublierai pas non plus, pour compléter mon opinion sur l'homme, le spectacle de Léon Blum, l'année dernière, encadré des P.R.L., Michel Clemenceau et Paul Reynaud, en forêt de Fontainebleau, pleurant sur la mort de Mandel ; le Mandel des mutineries de 1917 et des fossés de Vincennes, le Mandel de la révocation des postiers, le Mandel qui, pendant la guerre, pourchassait les militants ouvriers jusqu'en 1940. La mort même, quand elle est courageuse, n'excuse pas tout, Blum. Il y a des choses qu'on ne doit pas oublier.

De même, Blum a pu se faire un ami de l'ex-chancelier Schüsschnig, l'assassin des ouvriers socialistes autrichiens du Schutzbund, en 1934. Et lorsque celui-ci vint tout dernièrement à Paris, sa première visite fut pour Blum, qui, à nouveau étranglé par l'émotion, le serra sur son cœur.

Pour qui sonne le glas ?

Comme on comprend alors le sens de ce terrible aveu que Léon Blum lança de sa prison de Bourrassol : « La génération à laquelle j'appartiens n'a pas réussi dans sa tâche. Je le sais aussi bien que personne, mais je ne me lève pas pour présenter sa défense »... Toute la détresse, la déception, l'amertume de cet homme qui fut socialiste coule à pleins bords. Une vie se termine, qui n'aura pas tenu les promesses d'une jeunesse brillante. Brusquement, l'envie me prend de relire sur ma vieille carte du militant S.F.I.O., que je fus dans ma jeunesse, la déclaration de 1905 qui s'y trouve et qui dit ceci :

« Le groupe socialiste au parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir : refuser en conséquence les crédits militaires, les crédits

★ LIRE LA SUITE EN PAGE 4 ★

Editorial

"Barrer la route à De Gaulle" ?

C'est l'hiver. Les loups sont sortis de leur tanière et hurlent à la mort.

— Sus à l'Indochine !

C'est Mutter du P.R.L., c'est Schumann du M.R.P. qui réclament.

— Toujours plus de troupes pour l'Indochine !

Après l'affaire des douanes de Haïphong, après l'envoi incessant de troupes françaises vers le nord du Tonkin, le Viet-Nam, menacé, a dû prendre l'offensive.

C'est alors que le gouvernement Blum montre son vrai visage.

« Qu'il adopte un programme vraiment socialiste et nous sommes prêts à le soutenir », écrivions-nous dans *La Vérité.*

Oui ! Il a adopté le programme des colonialistes et le programme de Robert Schuman.

Des milliards encore pour l'Indochine !

Et qu'on les prélève sur les salaires ouvriers :

augmentation des transports de 10 % ;

augmentation du métro de 250 % ;

augmentation des tarifs postaux.

En définitive : augmentation générale du coût de la vie.

Qu'en pensent nos camarades socialistes ? Peut-être ce qu'en pensent certains qui estiment que Léon Blum doit faire des « concessions » pour rester au pouvoir et barrer la route à de Gaulle.

Pour barrer la route à de Gaulle on ne trouve pas mieux que d'adopter le programme de ses amis !

Au surplus, ce n'est pas « barrer la route à de Gaulle » que démoraliser la classe ouvrière, que montrer l'impuissance, la veulerie d'un parti ouvrier lorsqu'il collabore avec les capitalistes.

Nous appelons les travailleurs à montrer leur dégoût pour la guerre d'Indochine.

Nous les appelons à lancer l'action pour le minimum vital et les conventions collectives.

C'est au travers de votre regroupement dans l'action, camarades ouvriers, employés, fonctionnaires, que nous pourrons passer à l'étape suivante :

Obliger les partis qui se réclament de la classe ouvrière à rompre avec leur politique de collaboration, à rompre avec leurs amis capitalistes, à défendre avec nous, partout où ce sera nécessaire, les intérêts du monde du travail.

Libérez Pierre Conte

Notre camarade Pierre Conte est en cellule, à la Santé, depuis vingt et un jours. Son père nous écrit qu'il est sans chauffage, sans vêtements chauds, avec une nourriture insuffisante, alors qu'il a été trépané.

Son crime ? Il a été arrêté, lors de notre meeting interdit de Wagram, pour avoir voulu assister à une manifestation pour la liberté des peuples coloniaux.

Son cas pourrait devenir demain celui de tous les travailleurs révolutionnaires.

Il faut obtenir la libération de Pierre Conte par des pétitions dans les quartiers et les syndicats. Des télégrammes de protestation doivent affluer au ministère de la Justice.

La commission exécutive de la Fédération de la Seine du parti socialiste nous a promis de faire le maximum en faveur de notre camarade.

Nous remercions les ouvriers vietnamiens de Périgueux qui ont souscrit 2.500 francs pour Conte et qui nous expriment leur indignation.

Le Noël des uns...

... n'est pas le Noël des autres !

Vendredi dernier, nous avions lancé un appel pour une souscription de détresse de six jours qui devait nous permettre de payer une échéance de 70.000 francs. Nos camarades ont répondu en masse à notre appel.

La souscription a rapporté du vendredi 10 décembre au jeudi 26 décembre, la somme globale de 77.850 francs

L'assemblée générale de la région parisienne, tenue le 20 décembre, a contribué pour 5.000 francs de souscription et 3.900 francs d'abonnements.

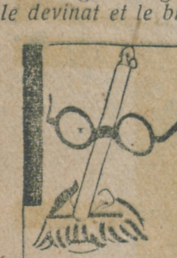
Nous publierons la semaine prochaine les listes de souscriptions.

Camarades, MERCI ! Mais ne relâchez pas vos efforts ! Abonnez-vous, abonnez vos amis !

VÉRITÉS...

On fait joujou

Ça se passe à la Chambre, le lundi 23 décembre. Blum vient de lire sa communication sur l'Indochine. Un certain Devinat, de la droite, demande à faire des observations au gouvernement. Un petit dialogue s'engage alors entre le devinat et le blum pour



savoir si le moment est bien choisi pour ouvrir un débat sur la question du Viet-Nam. (Les communistes, remarquons-le, ne pipent mot.)

Blum. — *Vous demandez donc que soit fixée immédiatement la date de discussion de votre interpellation ?*

Devinat. — *Exactement.*

Blum. — *Je suis assez embarrassé. Voici quelque temps déjà que j'ai perdu l'habitude de ces jeux...*

On fait joujou, chers députés ? Evidemment, le sang des soldats français et vietnamiens, la guerre, tout ça a si peu d'importance pour vous...

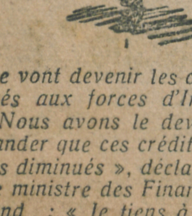
Rien ne sera ménagé

Le même jour, dans la soirée, nos braves parlementaires discutèrent les nouveaux crédits accordés à l'armée.

On sait que les socialistes se sont fait, pendant un petit moment, les défenseurs d'une réduction des crédits militaires.

Ces velléités ont disparu. Et Le Troquer, et ce brave Philip qui, autrefois, rompaient des lances avec le général de Gaulle sur cette question, brûlent aujourd'hui d'une sainte flamme patriotique.

Comme le député M.R.P. de Chevigné insiste pour savoir ce



que vont devenir les crédits destinés aux forces d'Indochine : « Nous avons le devoir de demander que ces crédits ne soient pas diminués », déclare-t-il. Notre ministre des Finances lui répond : « Je tiens à vous donner à ce sujet tous les apaisements nécessaires. Mon devoir, comme ministre des Finances, est de demander à mes collègues les réductions de crédit les plus importantes possibles. Mais je garantis que lorsqu'il s'agit de la défense de l'Indochine, bien loin de demander aucune réduction de crédit au ministre de la Défense nationale, je suis prêt à répondre à toutes les demandes qu'il formulera. » (Appl. au centre et à gauche.)

Brave Philip. Le lampiste paiera. Aussi Le Troquer renchérit-il :

— Je veux déclarer que la solidarité ministérielle est totale. Ce matin, j'ai indiqué en commission que rien ne sera ménagé pour développer la puissance et l'action de nos troupes en Indochine, et que les mesures nécessaires étaient en cours d'exécution.

Et voilà. Et, unanime, l'Assemblée a voté les crédits. On serait les militants de la gauche de la S.F.I.O., on demanderait quand même des comptes à Guy Mollet au sujet de la solidarité ministérielle.

Généreuse Amérique

M. Truman, président des Etats-Unis de son métier, a désigné le comité qui sera chargé, à l'avenir, de formuler la politique américaine de prêts à l'étranger.

Ce comité a été composé de façon on ne peut plus édifiante. Il comprend, en effet :

M. Herbert H. Pease, président de la New Britain Machine Company ; M. Champ Carry, président de la Pullmann Standard Car Manufacturing Corporation ; M. Walter J. Cummings, président de la Continental Illinois National Bank and Trust Company ; M. L. M. Giannini, président de la Bank of America ; M. Paul G. Hoffmann, président de la Studebaker Corporation ; M. Edward Hopkinson, Jnr Drexel and Company ; M. Fowler Mc Cormick, président de l'International Harvester

Company ; M. Irving S. Oolds, président de l'United Steel Corporation ; M. Gordon S. Reutschler, président de la National City Bank of New-York ; M. A. W. Roberston, président de la Westinghouse Electric Corporation ; M. Wintrop W. Aldrich, président de la Chase National Bank, et M. Tom K. Smith, président de la Boatmens National Bank.

En somme, nous avons dans ce comité un bel échantillon du capitalisme américain. Ces messieurs se sont sans doute dit que « Charité bien ordonnée ne peut l'être que par soi-même... »

Ils sont venus dans un pays libre

Quarante Espagnols ont fui leur pays...

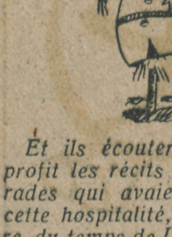
Quarante maquisards de Galice que la police de Franco pourchassait...

Ils sont venus pour voir si l'on s'occupait d'eux et de leurs camarades...

Ils se disaient sans doute : « Maintenant, les partis ouvriers participent au pouvoir en France, et ils nous aideront sûrement. »

Quarante combattants de la liberté sont arrivés à Bayonne... et le jour suivant ils ont été internés au camp de Mérignac, à côté de Bordeaux.

Ils y apprendront à connaître la différence entre un régime fasciste comme celui de Franco et un régime démocratique comme celui de Blum-Depreux...



Et ils écouteront aussi avec profit les récits de leurs camarades qui avaient déjà connu cette hospitalité, avant la guerre, du temps de Daladier-Bonnet, lorsqu'on enfermait les Espagnols au camp de Gurs et au camp d'Argelès... Avant Le Vernet.

Pitié pour les affameurs

Dans un récent numéro de la Tribune des Cheminots, *le célèbre Tournemaine, grand leader syndicaliste devant l'éternel stalinien, a fait un article dans lequel il expliquait ceci :*

« Des mesures trop rigoureuses, comme la peine de mort, ne peuvent pas résoudre le problème du marché noir. Moins de mesures rigoureuses et plus d'organisation. »

Remarquez-le bien. Nous ne sommes pas en désaccord avec Tournemaine. Nous pensons nous aussi qu'il faut organiser le ravitaillement et la distribution de toutes les marchandises d'utilité publique.

Par exemple, grâce au contrôle ouvrier.

Mais quand même... Pendre quelques affameurs, quelques trafiquants ne peut pas faire de mal. Et ce ne serait que justice.

Après tout, l'ami Tournemaine songe peut-être à certains qui ont reçu des protections inavouées... et inavouables. Un certain Millant, par exemple, qui faisait dans les points textiles, et ses complices...

Ceux-là, on comprend, bien sûr, que Tournemaine ne veut pas les pendre... parce qu'alors...

LA VIE DU PARTI

De la région parisienne :

Le rayon Sud-Ouest a tenu son assemblée mensuelle, le 18 décembre 1946. A l'ordre du jour étaient inscrits : les conventions collectives et l'expérience Caudron. Après l'exposé de Lambert, sur les conventions collectives la discussion s'ouvrit. Plusieurs camarades insistèrent sur la nécessité de se prononcer contre les primes d'ancienneté et de technicité ; de réclamer que l'indice du coût de la vie soit calculé par les syndicats. Le responsable syndical informa les camarades de la remise prochaine à chaque membre du parti d'une brochure sur les conventions collectives. Les camarades de chez Caudron vinrent ensuite expliquer leur expérience et les riches enseignements à en tirer. Chez Caudron, où nos camarades vendent une soixantaine de numéros de VERITE, l'influence de notre parti va grandissant. On procéda ensuite à l'élection du responsable de rayon. Janson a été élu par 19 voix contre 11.

⁂

L'assemblée mensuelle du rayon Est a eu lieu le 19 décembre. La discussion porta sur les conventions collectives et la situation politique française. De nombreuses interventions eurent lieu sur les deux sujets.

A l'assemblée d'information du P. C. I. de la région parisienne

L'assemblée d'information qui s'est tenue vendredi dernier sous la présidence de Magnin, membre du Bureau politique, et qui était convoquée à une heure grave pour la vie du journal et du parti, groupait presque la totalité des camarades de la R.P.

Après que Magnin eut fait le bilan précis, chiffres en main, de *La Vérité*, Fred Zeller, en insistant sur les charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur le journal, développa un plan de travail à mettre dès maintenant en application dans tout le parti, sans aucun retard. Les détails de ce plan seront communiqués dans la semaine aux régions, rayons et cellules.

Tout d'abord, l'effort principal du parti dans les trois mois qui viennent doit être centré sur *La Vérité*. Nécessité de soulager immédiatement les militants les meilleurs de l'organisation, de toutes les tâches secondaires qui les absorbent et les écrasent. Dans l'impossibilité où nous sommes de remplir toutes nos tâches, faisons un tri par ordre d'urgence et d'importance. Aujourd'hui, ce qui prime tout, c'est sauver *La Vérité*.

— Nécessité d'augmenter sa diffusion par l'organisation et la vente dans les kiosques. Forcer les abonnements.

Les décisions suivantes sont immédiatement applicables

CHAQUE MEMBRE DU PARTI DOIT S'ABONNER.

— Les chiffres du dernier concours d'abonnements nous montrent qu'une quarantaine de militants seulement y ont participé, ce qui est dérisoire.

— Dès le début de l'année et pendant tout le mois de janvier, organisation méthodique et systématique d'une campagne d'agit-prop : toutes les cellules doivent y participer.

— Inscriptions de nos mots d'ordre et popularisation du titre du journal, partout où cela est possible, à la craie.

— Collage dans chaque arrondissement ou localité d'un panneau de *La Vérité* dans un coin très passant. Veiller à recoller *systématiquement* le journal dès qu'il est arraché, sans se laisser décourager.

— Chaque cellule doit s'occuper de faire parvenir les bouillons de chaque numéro à des adresses intéressantes qu'elle doit collecter (sympathisants, syndicats, coopératives, coiffeurs, etc.). Se préoccuper de savoir si dans l'arrondissement ou la localité il y a des lieux de rassemblement de travailleurs indochinois ou arabes et y faire pénétrer à tout prix *La Vérité*.

— Vente du journal à des points de rassemblement précis, vente dans le métro et les trains de banlieue au départ des gares.

— Partout où cela peut être tenté : organisation d'une fête, goguette, bal populaire pour venir en aide au journal du parti. A cet effet, nous allons mettre debout un groupe artistique qui permettra aux cellules et rayons de meubler un programme artistique d'avant-garde.

— Organisation méthodique, rationnelle du travail pratique. Eviter les pertes de temps et l'à peu près. Désignation dans chaque cellule du parti d'un *responsable* pour *La Vérité*. Et Nous ne sauverons *La Vérité* que par un immense effort collectif de tout le parti. Chacun doit le comprendre.

— Nécessité enfin de répondre aux convocations. Le militant chargé dans le parti d'une responsabilité et qui ne vient pas aux convocations de son organisme sans excuse valable torpille le parti.

GROUPE ARTISTIQUE DE « LA VERITE »

Afin de donner aux cellules, rayons du parti, la possibilité de meubler une soirée récréative (fête, goguette), nous appelons à la constitution immédiate d'un groupe artistique. Les camarades du parti, ou les sympathisants qui ont déjà une activité artistique doivent se faire connaître, ainsi que ceux qui sont intéressés. Ecrire : Groupe artistique de « La Vérité ».

RESPONSABLES DES CELLULES POUR « LA VERITE »

Réunion de tous les responsables de cellules de la R.P. pour « La Vérité » le lundi 6 janvier à 20 h. 30.

De Lyon :

La Région lyonnaise a adressé la lettre suivante, le 17 décembre 1946, au Parti socialiste S.F.I.O. (Fédération du Rhône, au Parti communiste français, au journal « Le Progrès » et au journal « Lyon libre ».

Cette lettre fait suite à une attaque des membres du P.C.F. contre les vendeurs de la « Vérité » à Villeurbanne, il y a un mois environ.

P. C. I.
Région lyonnaise

Camarades,

Nous prenons l'initiative de vous écrire et espérons que vous lirez notre lettre dans le même esprit que celui qui nous anime en l'écrivant.

Ayant en vue l'intérêt supérieur des travailleurs et des opprimés, nous avons pensé, au moment où nos camarades de Grèce en lutte contre l'impérialisme nous donnent l'exemple magnifique de leur courage et aussi de leur sens politique par l'organisation de réunions communes aux partis Communiste grec (ex-IIIe Internationale) et Communiste Internationaliste (IVe Internationale), nous avons pensé qu'une discussion entre nos organisations permettrait, sur la base régionale au moins, d'éliminer certains malentendus.

Notre parti réaffirme solennellement qu'il est un parti ouvrier marxiste-léniniste, que son objectif, en France comme dans le monde, est d'abattre la bourgeoisie capitaliste pour la réalisation du socialisme. A ce titre, nos critiques aux partis ouvriers n'ont aucunement un caractère d'animosité, mais procèdent du droit légitime de libre discussion.

Nous vous rappelons que notre parti a appelé ses électeurs à voter pour les deux partis ouvriers : Socialiste S.F.I.O. et Communiste Français, à l'occasion de la consultation électorale pour la désignation des Grands Electeurs, de même qu'aux élections du 10 novembre 1946, comme à celles du 21 octobre 1945 et du 2 juin 1946, il a demandé de voter pour ces deux partis dans toutes les circonscriptions où il n'avait pas de candidats.

Notre bureau politique leur avait, de plus, proposé par lettre ouverte, lors des élections du 10 novembre, de retirer quinze listes sur seize en leur faveur, en ne demandant la réciprocité que pour une seule.

Nous vous proposons la rencontre d'une délégation de trois membres de chacun des partis : Communiste Français, Socialiste S.F.I.O. et Communiste Internationaliste, à l'effet de souder les forces de la classe ouvrière pour la défense du pouvoir d'achat des travailleurs, des libertés contre le fascisme larvé des gaullistes et du P.R.L., auxquels devraient être laissées certaines méthodes qui ne sont pas à leur place entre militants ouvriers.

Veuillez recevoir, camarades, nos salutations fraternelles.

LE COMITE REGIONAL DU P.C.I.

Répondre à l'adresse : Café, 4, rue de Marseille, Lyon.

D'Arras :

Camarades,

C'est au nom de la cellule de Carvin que je viens, par l'intermédiaire de cette lettre, manifester notre désapprobation et notre dégoût des méthodes policières concernant le meeting de Wagram du 6 décembre dernier.

Nous nous unissons de tout cœur avec vous pour protester violemment contre cette inique violation de la liberté de réunion, pourtant garantie par la Constitution.

Nous voulons également apporter un réconfort moral à ceux qui payèrent cette manifestation pour la vraie liberté avec du sang et des blessures.

Et face à cette provocation nous clamons de nouveau bien haut : « Pas un homme, pas un sou pour l'Indochine ».

Pour l'avènement d'une vraie liberté veuillez croire, camarades, à notre solidarité internationaliste.

Pour un groupe de Carvinois,
Le Secrétaire de la Cellule du P.C.I.
A. GAVELLE.

LA LUTTE DU VIET-NAM contre l'ANALPHABETISME

Une prison pour chaque millier d'habitants, une école pour 3.245 habitants (statistique de la Direction de l'Instruction publique).

Voici qui bouleverse un peu la vision souriante de la mission civilisatrice de la « mère-patrie »

En prenant les armes contre l'impérialisme...

en Indochine. Les documentaires projetés en France sur nos « possessions d'outre-mer » nous représentent invariablement des salles de classe bien proprettes où la religieuse de service apprend à des petits indigènes attentifs que leurs colonisateurs sont les descendants des Gaulois.

La vérité, c'est que depuis près de soixante-dix ans que l'impérialisme français « civilise » l'Indochine, 80 % de la population est illettrée. Les écoles existantes, faites pour les tournées des hauts fonctionnaires et les actualités cinématographiques, sont des entreprises de bourrage de crânes destinées à former des parias dociles.

La « présence civilisatrice » de la France en Indochine, pour employer la formule du M.R.P. Monteil, s'est caractérisée par une politique d'obscurantisme et d'intoxication des masses indigènes à qui les colonialistes se sont plus préoccupés de distribuer l'opium et l'alcool que les bienfaits de l'instruction.

La lutte que le Viet-Nam a menée depuis le [1]9 août 1945 (date de l'insurrection vietnamienne), contre l'analphabétisme, est absolument remarquable et atteste la puissance réalisatrice de ce peuple, que la presse réactionnaire veut représenter comme incapable de se gouverner lui-même.

L'ENSEIGNEMENT POPULAIRE AU VIET-NAM

En septembre 1945, deux décrets du gouvernement du Viet-Nam instituent l'enseignement populaire.

Le premier décret décide de créer dans tout le territoire du Viet-Nam des cours populaires du soir pour les paysans et les ouvriers. Dans un délai de six mois, tous les villages et toutes les villes doivent avoir fondé au moins une classe de trente élèves.

Le second décret institue l'enseignement du « Quôc-Ngu » (langue nationale) obligatoire et gratuit pour tout le monde. Dans un an, tous les Vietnamiens au-dessus de huit ans doivent savoir lire et écrire le Quôc-Ngu. Passé ce délai, un Vietnamien âgée de plus de huit ans illettré sera puni d'une amende.

L'enseignement populaire fut organisé sous forme d'une association pour permettre la collaboration de tout le peuple. L'unité d'organisation est le quartier, le village, l'usine. Dans chaque localité, il y a un comité assurant la charge de l'enseignement, devant organiser les classes et former les moniteurs.

Les difficultés furent énormes, car il n'y avait pas de locaux pour les classes, pas de cadres enseignants, pas de fournitures scolaires : l'initiative et l'énergie populaires y suppléèrent.

Des sessions de quatre mois furent créées pour former des instituteurs ; chaque élève ayant fini son stage devait créer un comité chargé de l'enseignement populaire dans sa province et éduquer d'autres moniteurs. On fit la classe en plein air dans des locaux de fortune, dans les paillottes de marché. Comme tableaux noirs on utilisa des planches de bois, où l'on écrivait avec des tubercules de manioc en guise de craie.

Les étudiants organisèrent gratuitement des cours, toute l'élite intellectuelle du Viet-Nam fournit un effort considérable dans la lutte contre l'analphabétisme. Les résultats furent stupéfiants. En septembre 1946, après un an d'enseignement populaire, des régions où le pourcentage d'illettrés était de 80 % n'en comptaient plus que 25 à 30 %. En six mois, le Viet-Nam obtint des résultats bien plus importants que l'Association pour la diffusion du Quô-Ngu, créée en 1938, sous l'occupation française, en sept années. Ceci nous donne une idée des perspectives qui sont ouvertes aux

...ils voulaient liquider aussi l'obscurantisme.

peuples coloniaux qui se délivrent du joug impérialiste.

A travers la lutte que le Viet-Nam a menée contre la famine et l'analphabétisme, ces deux fléaux entretenus par l'impérialisme français, nous comprenons l'énergie avec laquelle le peuple du Viet-Nam combat pour son indépendance. Il sait ce qu'il a à défendre.

R. VALENSI.

On nous écrit...

De Paris

Paris, 3 décembre 1946.

Chers camarades,

J'ai souvent été d'accord avec des articles parus dans votre journal. J'ai même été jusqu'à voter pour vos listes aux dernières élections, mais c'était surtout par protestation contre les procédés des staliniens à votre égard et l'injurieuse étiquette « hitléro-troïskyste » dont ils vous accablent suivant une méthode inadmissible.

C'est donc en toute camaraderie que je vous dirai que votre ligne politique me paraît fausse et qu'elle doit être, à mon avis, abandonnée. Deux partis prolétariens, c'est un de trop et il me semble que ce serait agir comme Gribouille que d'en créer un troisième lorsque l'on souhaite sincèrement l'unité.

Salutations fraternellement révolutionnaires.

R. LEMARIE,
120 bis, rue de la Tombe-Issoire. Paris-14e.

Camarade, comme toi nous voulons l'unité de la classe ouvrière. Mais c'est une question politique et non pas arithmétique.

Un parti unique de collaboration de classes, basé sur le reniement et le mensonge, ne réaliserait pas l'unité que nous voulons : l'unité CONTRE la bourgeoisie, dans la LUTTE pour la révolution socialiste. Nous n'abandonnerons pas la proie pour l'ombre, notre programme révolutionnaire pour l'unité dans la trahison !

De Montluçon

Notre camarade Kilisky, de Montluçon, nous envoie une protestation contre les calomnies dont il est l'objet. Nous extrayons les passages suivants de sa lettre :

Certains disent, en ville, que notre journal La Vérité *est payé par Maurice Thorez parce que nous sommes pour le mot d'ordre « P. S., P. C., C. G. T. au pouvoir ! » Mais nos calomniateurs ne font pas preuve d'une grande activité cérébrale et n'ont pas l'air de comprendre que, s'il y avait un gouvernement communiste, nous pourrions démontrer aux travailleurs que le parti ne défend plus leurs intérêts, mais ceux de la bourgeoisie, et cela sans pouvoir en rejeter la faute sur un autre parti.*

On dit aussi que je gagne ma vie en distribuant la Vérité *: c'est faux ; je ne touche pas un centime et je distribue le journal par dévouement pour le parti, avec pour seul encouragement les calomnies des partis ouvriers, qui devraient comprendre que nous défendons la même cause, mais avec des moyens différents. C'est déjà bien assez de l'Etat qui nous empêche de travailler en bloquant les marchandises et la monnaie-matière, sans que, par-dessus le marché, les travailleurs s'attaquent entre eux. Trop âgé pour aller en usine, invalide, j'ai toujours vécu traqué et en butte aux calomnies. J'ai connu les deux partis socialistes, le réformiste avec Jaurès, le révolutionnaire avec Guesde, puis la IIIe Internationale s'est formée pour être un vrai parti de lutte de classes ; maintenant qu'elle a dégénéré, j'ai adhéré à la IVe Internationale, pour continuer à défendre la cause du peuple. Je me souviens du numéro du 29 décembre 1920 de l'Humanité, pour le Congrès de Tours, où Marcel Cachin faisait l'éloge de Clara Zetkin, militante allemande venue clandestinement en France pour assister au Congrès, et où Lénine, Trotsky et Zinoviev envoyaient un télégramme de Moscou pour saluer le Congrès. Comme on est loin de tout cela, avec le dernier discours de Cachin à l'Assemblée !*

Des Basses-Pyrénées

Cher Camarade,

Ici j'achète et je répands La Vérité *parmi des membres du P.C. F., et ils sont bien d'accord avec vos mots d'ordre. On reproche au parti communiste son opportunisme, lorsqu'il dit que la situation actuelle est une lutte entre la démocratie et la dictature. Comme nous sommes, paraît-il, en démocratie, on cherche à démoraliser le peuple pour lui faire accepter une dictature, comme en 1933 en Allemagne. Vieux militant du parti communiste, j'ai travaillé à l'Humanité et au bureau d'éditions, ancien membre de l'Université ouvrière, avenue Mathurin-Moreau, entre 1930 et 1934. Vous pouvez voir par là mon état d'esprit. Quant aux accusations contre Trotsky et sa prétendue trahison avec Hitler, je me souviens de notre revue. L'Internationale communiste, en 1933, où on donnait l'ordre aux Jeunesses communistes allemandes de rejoindre les Jeunesses hitlériennes. Je termine ma lettre, cher Camarade, et je t'adresse mes saluts sincèrement révolutionnaires.*

D'ANGLER,
(Basses-Pyrénées.)

Du Gard

Camarades,

Je viens, par ces quelques lignes, vous apporter ma sympathie pour le P. C. I. et le journal La Vérité, *que je lis avec passion toutes les semaines et dont j'ai pu constater que c'est le seul journal qui prenne et défende vraiment les intérêts des travailleurs ; aussi j'envisage pour le plus tôt possible mon adhésion au P. C. I., afin de lutter avec vous contre les ennemis de la classe ouvrière, afin de la libérer du joug capitaliste. Je ne suis qu'un jeune ouvrier métallurgiste de vingt-deux ans. Depuis mon jeune âge, j'ai milité dans les rangs du P. C. F. J'ai adhéré aux Jeunesses communistes en 1939 ; ensuite j'ai milité clandestinement dans les rangs du P.C.F., pendant l'occupation, nommé responsable à la presse et à la propagande de la cellule communiste. J'ai ensuite connu bien des déceptions de la part du P. C. F., notamment sur quelques dirigeants incapables de faire revendiquer les droits des travailleurs, et également sur certains points du programme du P. C. F., qui n'expriment pas les vraies idées des ouvriers ; et aujourd'hui c'est vers le P. C. I. que je me tourne, et je vous dis que nous devons libérer la classe ouvrière exploitée et trahie. Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me faire connaître le programme de votre parti, afin de le diffuser et de le faire connaître à mes camarades. Donc, je vous demanderais s'il y a possibilité de créer une section du P. C. I. à La Grande-Combe. Cette section, si petite soit-elle, donnera l'éveil à beaucoup d'ouvriers qui cherchent de véritables défenseurs. Tout d'abord, je vous demanderais de me faire connaître les conditions d'admission au parti. J'aurais également l'intention de monter à La Grande-Combe une salle du peuple, pour mettre à la disposition des travailleurs de toute race tous les renseignements désirables sur leurs droits ; cette salle serait aussi un centre de loisirs pour les ouvriers et un genre de cercle où ils pourraient discuter sur leur travail, leurs peines et leurs joies ; et également, si cela était possible, j'envisagerais la création d'une section de la J. C. I. à La Grande-Combe.*

Enfin, j'attends de plus amples renseignements de votre part. Pour débuter, il faudrait que vous m'envoyiez des affiches, et des tracts, et des brochures, et surtout un programme détaillé du P. C. I. et de la J. C. I.

Pour terminer, recevez, cher Camarade, mes sincères salutations antifascistes et révolutionnaires.

Gabriel BERATET,
à Branoux
par La Grande-Combe
(Gard).

LE PLAN MONNET

Ce plan rappelle plutôt que les plans quinquennaux soviéçais. Il est sorti des dossiers officiels aussitôt après les élections, le 27 novembre (les élections à l'Assemblée nationale ont eu lieu le 10 et les élections à la seconde Chambre le 24 du même mois). Il a reçu l'approbation de toute la presse bourgeoise sans réserve. Les organisations ouvrières les plus puissantes — S. F. I. O., P. C. F., C. G. T. — l'ont approuvé officiellement « dans ses grandes lignes » et n'y ont opposé aucune objection précise. « Le Peuple », organe de la C. G. T., le présente comme « un pas en avant ».

Des objectifs

Les travaux de la commission Monnet durent depuis plus d'un an. Ils ont consisté :

1° A recenser le potentiel et le rendement économique français;

2° A établir les comparaisons avec l'économie des plus grandes puissances;

3° A préparer le rapport publié le 27 novembre et baptisé « Plan de modernisation ».

En fait, c'est l'inventaire qui est l'essentiel. Mais les détails de cet inventaire n'ont pas été révélés par la presse, même spécialisée dans les questions économiques. Le Conseil du Plan fait appel à « l'effort de tous », mais il se garde d'éclairer les travailleurs, producteurs de toutes les richesses, sur le rôle et la signification de son effort dans le cadre géographique de chaque région, de chaque ville et dans le cadre social de chaque industrie et de l'ensemble de l'économie.

Cependant le rapport du Conseil du Plan décrit son œuvre comme « une méthode de convergence dans l'action et le moyen pour chacun de situer son effort par rapport à celui de tous ».

Un inventaire

Les possibilités de production étant recensées, le retard de l'économie française par rapport à quelque douze nations apparait en pleine lumière, le Conseil du Plan a fixé des objectifs à atteindre dans l'équipement et le volume de la production au cours des quatre années 1947-1950. Outre les six activités de base, ces objectifs concernent : la production des carburants, des machines-outils à travailler le métal, les automobiles, les matériaux de construction, des industries textiles, l'industrie du bâtiment et des travaux publics.

Ces objectifs ne peuvent être atteints sans des investissements massifs (2.250 milliards de francs-1946 pour les quatre années) et des importations considérables de matières premières. Cela pose le problème du financement, auquel il faut accorder une étude spéciale.

Même s'ils étaient atteints, ces objectifs ne comportent nullement une transformation profonde du caractère arriéré, parcellaire, « petit bourgeois » de l'économie française comparée aux U. S. A. par exemple. Une seule preuve pourrait suffire : le plan n'espère même pas doubler le nombre de machines-outils à travailler le métal. L'objectif est ici de passer de 27.000 machines à 46.000. Or si l'on sait que là est le défaut le plus grave de la cuirasse du capital français, il est clair que la « modernisation » qu'espère atteindre la bourgeoisie française est tout à fait misérable.

En outre, les objectifs du plan ne visent pas à créer une économie fonctionnant pour les besoins sociaux, mais à assurer une nouvelle aisance à la bourgeoisie française et aux couches supérieures de la petite bourgeoisie. C'est ainsi que [la pro]duction automobile, qui est en 1946 de :

27.000 voitures particulières
et 75.000 voitures utilitaires,

doit, selon le plan, passer en 1947 à :

120.000 voitures particulières (accroissement de 444 %)
et 77.000 voitures utilitaires (accroissement de 3,6 %).

Une analyse approfondie du « plan de modernisation » confirme amplement qu'il n'envisage pas une production répondant aux besoins des masses. Ajoutons qu'en ce qui concerne la production automobile, les besoins du Conseil du Plan n'ont rien de mystérieux : la plus grande partie doit être exportée. Projet audacieux que de vouloir concurrencer dans les quatre années à venir la production américaine ! Nul doute que le plan ne mène à pratiquer le dumping, c'est-à-dire la vente à perte à l'étranger compensée par des prix intérieurs élevés.

Le Plan n'est pas un plan

Comment ces objectifs seront-ils atteints ? C'est ici la question-clé pour juger de la valeur du plan Monnet au regard des intérêts ouvriers. Or un examen, même superficiel, du plan Monnet prouve que, non seulement il ne s'agit pas d'une entreprise que la classe ouvrière serait appelée à réaliser en connaissance de cause, mais encore que ce plan n'est pas un plan.

« La Vie financière » du 29 novembre 1946, le plus grand organe des milieux de la Bourse, s'exprime ainsi : « Ce plan n'en est pas un dans le sens assigné à ce mot par les déformations actuelles du langage, c'est un cadre d'action et un instrument. » Et « La Vie financière » résume ainsi les moyens d'action prévus pour la réalisation du plan : « L'Etat à sa place, l'entreprise à la sienne. L'Etat coordonne les activités en assignant les buts, en contrôlant les normes de rendement, mais c'est l'entreprise privée qui travaille. Dans le cadre du plan, liberté complète de manœuvre (dans le sens propre du terme). » (La parenthèse est de la « Vie financière ».)

Toute la presse bourgeoise a salué le « plan » non comme un pas en avant vers le socialisme, mais comme « un pas en arrière » de l'économie dirigée vers « l'économie concertée ». L'Etat, en effet, n'émettra de directives impératives dans le cadre du plan que pour le secteur nationalisé. Avec les industriels, il négociera et passera des contrats. Aucun pouvoir de coercition n'a été prévu à leur égard. Tout au plus prévoit-on les « organismes consultatifs décentralisés ». Il n'y a « pas de direction centralisée » de la production. Rien de commun en réalité avec la planification socialiste.

C'est plutôt l'économie nazie que l'économie soviétique

Ce plan rappelle plutôt les plans quinquennaux soviétiques, les plans de quatre ans de Goering. Pourtant la différence avec ceux-ci marque encore mieux le caractère libéral, antiplaniste en réalité, du projet français. Car, dit « Le Monde » du 29 novembre, organe de la haute finance et de la grosse industrie : « L'action des pouvoirs publics doit se traduire par la mise à la disposition des entreprises des moyens matériels et des facilités de financement nécessaires à la modernisation ! »

Ainsi l'Etat passe des marchés avec les industriels, leur avance de l'argent à bon marché ou même sans intérêt et leur procure des machines et de la main-d'œuvre (car on parle beaucoup d'attirer en France des ouvriers étrangers — à bas tarifs naturellement). En retour, l'Etat est discret. Il n'impose rien. Il laisse les capitalistes régler leurs affaires.

Dans ces conditions, les patrons accepteront l'aide de l'Etat, mais ils investiront leurs capitaux comme bon leur semble, dans les branches de production où le taux de profit sera le plus élevé. L'anarchie capitaliste sera non pas supprimée, mais favorisée, multipliée par le « plan ». Il faut donc prévoir une « crise du plan ». Et l'Etat bourgeois devra choisir entre la non-réalisation du plan de modernisation et la prise de mesures coercitives contre les capitalistes eux-mêmes. C'est ce qui s'est passé en Allemagne nazie.

Si l'Etat responsable des intérêts généraux de la bourgeoisie veut imposer sa volonté, la bourgeoisie n'acceptera de petits sacrifices qu'après que de grands sacrifices auront été imposés au prolétariat.

Suppression pratique des 40 heures

C'est ce que préparaient le rapport du Conseil du Plan et l'inventaire financier que le ministre des Finances a publié quelques jours après. Le rapport indique que la semaine légale peut rester fixée à 40 heures, mais qu'il est nécessaire d'instituer la semaine de travail effectif à 48 heures. « Les chefs syndicaux d'obédience communiste — ajoute un journal généralement bien informé (« Combat » du 28 novembre 1946) auraient donné leur accord. »

La semaine de 40 heures, principale conquête sociale de la classe ouvrière française à travers les grandes grèves de 1936, sera donc la première victime du plan Monnet. Il est vrai que la politique de production à outrance des chefs staliniens dans la C. G. T. a mené déjà les métallurgistes à faire couramment 60 heures et plus. Le plan ne fait que consacrer un fait acquis. Mais cette consécration pour quatre ans constitue un recul important pour la classe ouvrière.

De son côté, l'inventaire financier du ministre des Finances pose en termes tels le problème de l'équilibre du budget que la classe ouvrière doit se considérer comme menacée d'une offensive générale contre son standard de vie. Cette offensive se mène « au nom du plan ». Elle comporte une nouvelle hausse des prix du pain, du lait, des transports, du gaz et de l'électricité — produits dont les prix étaient maintenus par des subventions gouvernementales. Elle comporte aussi la reconduction des méthodes de guerre pour la fixation des salaires, en les maintenant sous le contrôle de l'Etat.

C'est « au nom du plan aussi » que demain l'Etat, les patrons et les bureaucrates syndicaux s'opposeront aux revendications ouvrières et au seul moyen de les faire triompher : la grève.

M. Jean Monnet, lié à la banque américaine Morgan, que « L'Aube » du 28 novembre 1946 — organe de M. Bidault — présente cyniquement comme l'homme qui renfloue le trust Kruger, a fourni à la bourgeoisie une arme extrêmement dangereuse pour les masses travailleuses. Le plan Monnet est d'abord tourné contre elles. Ensuite seulement, il pourra servir à imposer une certaine « discipline » aux capitalistes eux-mêmes. Mais il y faudra cet « Etat fort » dont de Gaulle s'est fait le champion. Le plan Monnet ouvre concrètement la perspective de « l'Etat fort ». Il mène à l'instauration d'un Etat bonapartiste en France.

GEOFFROY.

PERMANENCES

REGION PARISIENNE

Paris : 19, rue Daguerre (au fond de la cour). Paris-14e. Tous les jours, de 15 h à 19 h. 30, et le dimanche de 10 à 12 h. Tél. SUF. 62-31.

Choisy-le-Roi : Permanence tous les dimanches, de 10 h. à 14 h. Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

Arcueil : Tous les vendredis, à partir de 19 heures, chez Prunier, 7, impasse Guyton-de-Morveau (Cité Jardins).

Le Raincy. — Samedi après-midi, 3, allée des Charmilles, à Clichy-sous-Bois.

MARNE

Reims : Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., Bar Emile, rue des Romains. Tél. 47-29.

Epernay : Ecrire à Alfred Remember, bar des Pêcheurs, place des Martyrs-de-la-Résistance. Permanence tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Châlons : Ecrire Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

NORD

Lille: Café-hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses. Tous les dimanches, de 9 h à 12 heures.

Pas-de-Calais : Ecrire ou s'adresser à Laneres Jean, 5, rue des Balances, à Arras.

Amiens : Permanence J. C. I., samedi, de 17 à 18 h. 30, café de la Presse, rue de la République.

AISNE-ARDENNES

Pour le regroupement des camarades et des sympathisants de l'Aisne et des Ardennes, écrire : Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

ALSACE-LORRAINE

Strasbourg: Café-restaurant, 43, rue de Neufeld, Strasbourg-Neudorf. Tous les dimanches, de 10 heures à midi.

Erstein : Alain Redon, restaurant Schuh, 1, rue du Monastère, Erstein (Bas-Rhin).

Lorraine : Ecrire à G. PAGET, 1, rue de la Rosière, Chavigny (M.-et-M.), et L. Schwartz, 26, rue Saint-Michel, Nancy (M.-et-M.).

OUEST

Brest: P.C.I., 30, rue Kirivin, Brest. Jeudi, vendredi, samedi, de 20 h. à 23 h. Dimanche, de 10 à 12 h.

Quimper : 9, rue de Salonique. Jeudi, de 14 à 17 heures. Samedi, de 17 à 19 heures.

Nantes : Café d'Alsace, r. Léon-Jamin. Tous les samedis, de 15 h. à 1[8] heures.

Ille-et-Vilaine. — Collin Eugène fils, 22, rue Dauphine, Saint-Servan-s.-Mer.

Angers : Café de l'Etoile, place Romain, dimanche matin, de 11 h. à 12 h. 12 heures.

Charente-Maritime : Ecrire à Juillot, propriétaire-exploitant, à Epargnes.

Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

MIDI

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail. Samedi de 17 h à 20 heures.

Toulouse : Réunions tous les mardis, café Borios, place du Capitole, à 21 heures.

LYON

Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.

Montluçon : Bar à la Fillette, tous les samedis, de 18 à 19 heures, 20, rue de la République. Pour tous renseignements, écrire à Killisky, 2, rue des Toiles, Montluçon.

Oraison. — Permanence tous les jours de 19 heures à 20 heures, le dimanche de 9 heures à 11 heures, chez Lucien Allemand, à la Placette.

Saint-Etienne : Café Basset, place du Peuple. Les samedis, de 17 à 19 heures.

CENTRE

Clermont-Ferrand : Place Gaillard, Café National. Tous les samedis, de 18 h. à 19 heures. Adresser toute correspondance à Gérard BLOCH, secrétaire régional du P.C.I., 7, avenue Beausite, à Royat (Puy-de-Dôme).

ALPES

Grenoble : Café Mayoussi, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 18 heures.

Franco peut partir

MAIS WALL STREET ET LA CITY

veulent le remplacer par des « hommes de confiance »

La dernière assemblée générale de l'O.N.U. a voté une résolution recommandant le rappel des ambassadeurs et ministres des Nations Unies à Madrid.

Ce n'est pas nous qui ferons sonner les cloches en l'honneur de ce vote. D'autres décisions prises antérieurement n'ont pas empêché les banques et les trusts d'apporter leur appui à l'instauration et au maintien de la sanglante dictature franquiste.

Franco en disgrâce ?

Il serait erroné, cependant, de croire que les grandes puissances capitalistes ont un amour tout spécial pour la personne de Franco, pour ses gardes maures, et ses phalangistes à voix efféminée.

En 1930-31, elles n'ont pas hésité à couper les vivres, d'abord au général ivrogne Primo de Rivera, et, par la suite, à ce roi à l'âme de maquereau qui s'appelait Alphonse XIII. De la même façon, elles sont prêtes à laisser tomber Franco si, au lieu d'être le meilleur gardien de leurs intérêts en Espagne, il s'avérait incapable d'empêcher la révolte du peuple opprimé.

Les préparatifs de la bourgeoisie

La manœuvre d'une restauration monarchiste semble, pour l'instant, dépassée. Elle ne pourrait constituer en aucun cas la « soupape de sûreté », tant recherchée par la bourgeoisie. La figure de Don Juan, exception faite de quelques vieilles dames refoulées, ne dit absolument rien à personne. Il faut donc chercher, pour le moment, d'un autre côté.

Sur ce point-là, apparaît la nécessité d'associer au complot qui vise à assurer le maximum de stabilité à l'appareil étatique espagnol, et à freiner au maximum l'entrée des masses, au cas d'un départ de Franco, les personnages de la droite « libérale », les républicains petits bourgeois, en état de perpétuel affolement, et surtout les leaders ouvriers prêts à la collaboration de classes.

C'est ce complot qui se trame actuellement. Nous l'annoncions déjà dans l'article paru dans la *Vérité*. Et voilà qu'un des dirigeants de « l'Alliance nationale des forces démocratiques », qui marche sur les traces de la coalition capitularde des républicains et des socialistes de 1930-31, et du « Frente Popular » de 1936, vient de le confirmer dans des déclarations que le journal *Franc-Tireur* a publié : « Il faut que les monarchistes, et les réactionnaires, et les généraux de l'armée s'entendent avec les républicains pour remplacer Franco. »

Cette même politique a été défendue, il y a déjà un certain temps, par les hauts bureaucrates du parti communiste espagnol sous le titre d'Union nationale. Elle avait récolté déjà le mépris et le dégoût des masses espagnoles, aussi bien dans l'émigration qu'en Espagne même.

Les dirigeants socialistes, ceux du P.O.U.M., les anarcho-syndicalistes, et les républicains fondèrent, en face de l'Union nationale

L'avant-garde ouvrière est contre le compromis

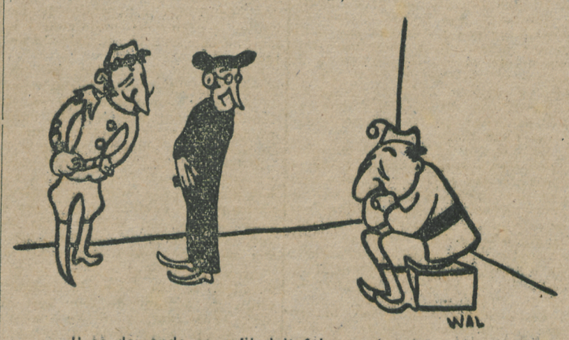
Face à cette politique, qui s'inscrit dans l'ensemble de la politique européenne des puissances alliés, le rôle de l'avant-garde ouvrière consiste à défendre, au sein des masses ouvrières et paysannes et des couches populaires de la société espagnole, le programme de la lutte à outrance contre le franquisme, de la liquidation révolutionnaire de la dictature par la mobilisation des travailleurs, des soldats et des étudiants antifascistes

Cette mobilisation s'effectue déjà en Espagne même à travers une action gréviste toujours croissante.

A Barcelone, la rumeur circule maintenant de l'imminence d'une grève générale.

Le dernier Comité exécutif de la IVe Internationale a tracé les bases essentielles du programme d'action pour l'Espagne :

— pour que les couches populaires exploitées se joignent au prolétariat,



— Il se demande ce qu'il doit faire pour entrer dans le futur gouvernement républicain.

de création stalinienne, une autre formation, la « Junte espagnole de libération ». Celle-ci se déclarait, au moins sur le papier, pour la lutte pour la république, et se refusait, toujours sur le papier, à capituler devant le chantage impérialiste et les manœuvres des monarchistes et autres réactionnaires. Le parti communiste espagnol fut même obligé de faire marche arrière, de dissoudre l'« Union nationale », de parler à nouveau de la République.

Mais voilà que la politique de l'« Union nationale » réapparaît, et, cette fois, avalisée par les directions des partis républicains et des organisations ouvrières traditionnelles. On compte sur la souffrance et sur la haine des masses espagnoles pour le régime de Franco pour la faire accepter. Tels sont tout au moins les desseins de la bourgeoisie et de ses valets « démocratiques ».

— pour ancrer dans les masses l'idée du Front ouvrier (« Alliance ouvrière »).

Il est nécessaire aujourd'hui de combattre sans répit contre l'oppression et contre la capitulation sous le drapeau des mots d'ordre démocratiques et transitoires qui répondent aux désirs et aux besoins le plus immédiats des masses espagnoles. En premier lieu, celui de la République, point de rupture avec la manœuvre bourgeoise, levier puissant pour l'action autonome des masses.

C'est ce mot d'ordre que les travailleurs de tous les pays, et d'abord ceux de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de France, doivent appuyer par tous les moyens en exigeant la rupture complète, politique, diplomatique et économique avec Franco.

Vive la République espagnole !

A. ROURA.

AVEC L'AIDE DE BEVIN ET DE TSALDARIS

Les bandes armées de la réaction sèment la terreur en Grèce

Une bande composée de monarchistes de l'organisation K.H.I. et de gendarmes procéda à l'arrestation de sept ouvriers de la ville de Volos. Elle les a fait monter dans une Jeep et les a livrés au bandit Kalabalikis qui terrorise la région. Celui-ci leur fit couper les mains, les jambes et le sexe, leur fit ouvrir le ventre et la poitrine. Ils sont morts dans des conditions atroces. Leurs cadavres, avec ceux d'autres assassinés avant eux, ont été empilés cinq par cinq. Les bandits ont obligé un jeune batelier à les embarquer et à les jeter en pleine mer. A son retour, le batelier était devenu fou. Les bandes fascistes de cette région agissent sous la direction d'un agent de l'Intelligence service nommé Linaker.

Atrocités monarchistes

Dans le Péloponèse, le capitaine monarchiste Katsareas a supprimé les prisons. Tous les républicains arrêtés meurent torturés. Après avoir procédé à des exécutions de masses dans la région de Vamvakon, Katsareas décréta que pour chaque monarchiste tué dans la bataille contre les Antartes (partisans), dix citoyens de la région seront exécutés. Avec l'accord du gouvernement et des autorités militaires anglaises qui fournissent l'armement et l'équipement nécessaire, Katsareas décréta la mobilisation par convocation individuelle de tous les monarchistes de la région.

Dans le quartier ouvrier Neasfaghia, à Athènes, une bande de monarchistes enleva l'ouvrier Panayotis Kliandrélis, président du Comité populaire en 1944, le conduisit au cimetière où elle l'abandonna après l'avoir mitraillé. Il fut trouvé par ses camarades grièvement blessé.

A Salonique, les quartiers ouvriers sont sous le coup de l'épuration. Les prisons d'Eftapyrghio, de Pavlos-Melas, les nouvelles prisons, la succursale des nouvelles prisons, la section de transfert, la succursale de la section de transfert et tous les dépôts des commissariats sont bondés d'ouvriers

Un partisan grec

et de républicains arrêtés, de sorte que les autorités ont été amenées à ouvrir à nouveau le camp de concentration Pavlos-Melas créé par les Allemands pendant l'occupation et dont le souvenir est synonyme de cauchemar.

Parmi les centaines de détenus de ce camp, se trouve un professeur de l'Université de Salonique. Par milliers se chiffrent les déportés qui partent chaque semaine pour les îles de la mer Egée.

La réaction veut écraser la révolte

Les cours martiales fonctionnent en permanence. Les condamnations à mort et les exécutions continuent à un rythme chaque jour accéléré. Le tribunal militaire de Lanua a condamné à mort le héros de la Résistance Nicos Komblitzis, instituteur, lieutenant de l'E.L.A.S. Komblitzis, à la tête d'un détachement de l'armée de libération, a exterminé l'état-major d'une division de parachutistes allemands en Crête, en 1941, au cours d'un combat où fut tué le premier général allemand de la dernière guerre.

Dans les derniers jours, six républicains ont été exécutés à Yannitza, un à Kalkis, un à Florina, un à Volos.

Mille soldats des troupes gouvernementales ont été envoyés dans un camp de concentration de Crête pour avoir refusé de tirer sur les partisans.

A Kozani, 5 officiers et 78 soldats des troupes gouvernementales passent en jugement pour la même raison. Dans les quartiers ouvriers de Salonique, la gendarmerie oblige les habitants à afficher leurs noms à l'entrée des maisons.

Et la liste des crimes des protégés de M. Attlee, premier ministre « travailliste » de l'impérialisme britannique, s'allonge chaque jour. Parce qu'il défend ses droits à la vie et à la liberté, parce qu'il se refuse à capituler devant ses exploiteurs et ses persécuteurs, parce qu'il se refuse à servir les brigands impérialistes de Londres, un peuple héroïque est martyrisé par des pourreaux organisés, armés, financés par le gouvernement « travailliste » de Sa Majesté.

Solidarité internationale des exploités

Travailleurs français, prolétaires du monde entier, laisserons-nous exterminer nos frères de classe grecs, laisserons-nous longtemps encore à ce massacre qui rappelle les jours les plus noirs de la terreur nazie ?

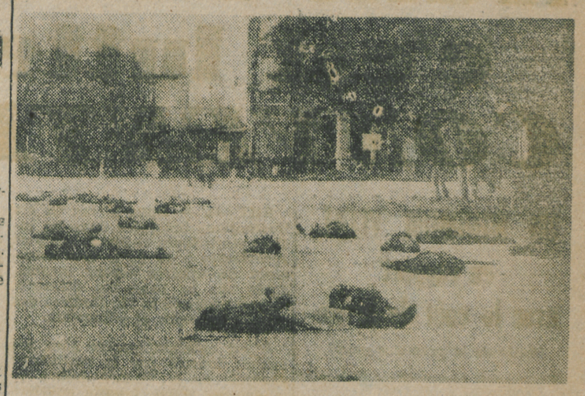
Les ouvriers et les paysans grecs seraient déjà les maîtres de leur pays et de leur destinée si les troupes britanniques n'occupaient pas la Grèce. Les impérialistes prouvait, par leurs actes, leur solidarité avec les bourreaux du peuple grec.

A nous de prouver par des actes notre solidarité avec leurs victimes.

Le triomphe des partisans grecs, le triomphe des grévistes d'Athènes et de Salonique sera un pas en avant vers la libération des peuples opprimés, *vers le socialisme.*

DE L'ARGENT, DES VIVRES, DES ARMES POUR LES MAQUISARDS GRECS. CONSTITUEZ PARTOUT DES COMITES D'AIDE A LA RESISTANCE GRECQUE. EXIGEZ PAR DES RESOLUTIONS, PAR DES MEETINGS, PAR DES MANIFESTATIONS : *LE RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES ANGLAISES DE GRECE.*

NOEL 46



Massacres en Indochine...

Terreur en Grèce...

Famine en Chine...

Répression en Espagne...

"Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté"

... et aux coffres-forts capitalistes !

A bas la guerre d'Indochine !

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

De ce côté-ci de la barricade, il n'y a que les intérêts des coffres-forts.

C'est ce qui nous rapproche, en dépit de toutes les divergences d'idéologie, des combattants du Viet-Minh qui meurent pour l'indépendance de leur pays opprimé.

Nous publions ci-dessous un télégramme qui nous a été envoyé de Saïgon :

SAIGON 1366 5/49 14 1825. — Protestons énergiquement contre suspension notre journal « Tranhdau » par gouvernement cochinchinois irresponsable. Stop. Acte antidémocratique but bâillonner voix masse laborieuse sabotage systématique application modus vivendi. Stop. Prière vouloir prendre mesures en conséquence. — Groupe La lutte III - Albertier Saïgon.

Salut aux combattants vietnamiens

Salut, combattants du Viet-Nam ! Vous vous êtes levés contre ceux qui sont aussi les ennemis du peuple français.

Salut, à ceux qui meurent à Hanoï, à Bac-Ninh, à Hué, à Tourane, pour ne plus être à la merci des planteurs et des soudards, pour ne plus voir leurs villages incendiés, pour ne plus voir leurs femmes violées, leurs enfants massacrés, pour ne plus voir le paysan et l'ouvrier pressurés et le « na-koué » courbé vers l'eau des rizières, quatorze heures par jour, pour une poignée de riz...

Salut à vous, tirailleurs et ouvriers vietnamiens, que l'impérialisme maintient prisonniers en France, et qui ne brûlez que d'un seul désir, retrouver votre pays et combattre pour sa liberté.

Les travailleurs français seront à vos côtés

Les travailleurs français ont su se lever contre les expéditions coloniales. Ils se sont levés contre la guerre du Rif. Ils ont crié leur colère contre la guerre de Syrie.

Aujourd'hui, leur devoir est de lutter contre la tuerie d'Indochine. Leur devoir est de s'opposer à l'envoi d'armes et de troupes au Viet-Nam. Leur devoir est d'empêcher les d'Argenlieu et les Leclerc d'assassiner la liberté d'un peuple.

Qu'ils se souviennent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre, que tolérer aujourd'hui l'expédition colonialiste, c'est se voir condamné demain à subir ici même la dictature insolente des culottes de peau, des de Gaulle, des Leclerc, des d'Argenlieu.

Qu'ils crient bien haut, sans tarder, dans les syndicats, dans les cartels d'action laïque, dans les partis qui se réclament de la classe ouvrière :

PAIX IMMEDIATE AVEC LE VIET-NAM !

PAS UN HOMME, PAS UN SOU POUR LA GUERRE D'INDOCHINE !

RAPPEL IMMEDIAT DE D'ARGENLIEU ET DE LECLERC !

RETRAIT IMMEDIAT DU CORPS EXPEDITIONNAIRE !

INDEPENDANCE DU VIET-NAM !

Des résolutions doivent être votées. Des actions concertées des organisations ouvrières doivent être décidées.

Que Blum et Moutet et le Parlement entendent la voix du peuple français qui leur crie :

A BAS LA GUERRE D'INDOCHINE !

S. ROCHAL.

Le Congrès de Marseille DES TRAVAILLEURS VIETNAMIENS

COMMUNIQUE A LA PRESSE

60 délégués des 14.000 travailleurs vietnamiens, réunis en congrès les 14, 15, 16, 17 décembre 1946 à Marseille, protestent énergiquement contre l'occupation de Longson, Haïphong et Tourane. Ces incidents sont comme des preuves éclatantes de la mauvaise foi des autorités françaises aussi bien celle en Indochine qu'en France, dans l'application de la convention préliminaire du 6 mars 1945 et du modus vivendi du 14 septembre 1946. Ils révèlent nettement la cupidité de l'impérialisme français qui ne traite avec le Viet-Nam que pour gagner du temps et consolider ses positions en Indochine.

Si cette politique impérialiste continue, elle conduira fatalement à dresser le peuple entier du Viet-Nam contre la France. Nous nous déclarons, par conséquent, ennemis de cette politique.

Pour réaliser une politique d'entente loyale afin de sauvegarder l'amitié des deux peuples, nous réclamons :

1° Le rappel du corps expéditionnaire ;

2° Le rappel de l'amiral d'Argenlieu, grand responsable des crimes au Viet-Nam ;

3° La remise au Viet-Nam des provinces occupées par les troupes françaises ;

4° L'organisation immédiate du référendum au Nam-Bô dans le respect de la démocratie.

Congrès des Travailleurs vietnamiens.

Ce que pensent les travailleurs espagnols :

« Les gras oublient les maigres... »

Tandis qu'à l'O.N.U. les démocraties capitalistes terminent de laborieuses discussions sur l'Espagne, en conseillant platoniquement le retrait des ambassadeurs et chefs de mission, Franco a répondu en organisant une manifestation-mascarade qu'il veut faire passer pour une affirmation de la puissance du régime aux yeux de l'opinion mondiale.

Ce qu'on doit savoir, ce sont les procédés employés par Franco pour préparer et orchestrer de telles manifestations.

Un jour à l'avance, les agents de la Phalange parcourent les rues de la ville en avertissant les commerçants d'avoir à fermer les magasins, à pavoiser aux couleurs nationales ou de la Phalange, et à se rendre le lendemain à la manifestation, le tout sous peine d'amende.

Franco prépare ses manifestations publiques

Dans les usines, les délégués des syndicats phalangistes intiment l'ordre de quitter le travail et de prendre part au défilé, en groupes sévèrement contrôlés par eux. Pour les ouvriers, la menace, qui était hier celle de la prison, est aujourd'hui celle du renvoi, parce que l'on ne peut vraiment mettre toute la population ouvrière en prison.

Les orphelins de la guerre civile des internats publics sont mobilisés ce jour-là pour acclamer les assassins de leurs parents.

On mobilise la « claque »

Les nouveaux riches du régime et la « police armée » en civil aboient les mots d'ordre franquistes. Qui manifeste avec tiédeur risque le coup de crosse de pistolet de la police secrète.

Est-ce à dire que Franco n'a plus derrière lui que des mercenaires ? Non, mais la grande bourgeoisie, incertaine du lendemain, reste dans une prudente expectative.

Les mesures de terreur étant insuffisantes à rassembler une foule dense, les manifestants ont touché leurs salaires pour la journée de la manifestation. Malgré tout, les rangs étaient clairsemés : on chuchotait des mots de colère en « se défilant », et les tracts des organisations ouvrières passaient de main en main, avidement saisis et dissimulés.

Quels échos les décisions de l'O.N.U. ont-elles dans la classe ouvrière de chez nous ? Dans la rue, entre voisins, de porte à porte, à demi-voix, dans les bars, on entend : « Avez-vous entendu la radio étrangère ? Quelles sont les nouvelles ? » « Toujours la même chose, toujours la même comédie de l'O.N.U. Les gras oublient les maigres. Les loups ne se mangent pas entre eux ! »

L'espoir des travailleurs...

Dans les villages les plus éloignés, le premier mot qu'entend le voyageur arrivant de la ville, c'est : « Qu'est-ce qu'il y a ? Que font les vrais antifascistes ? Et, pour ces paysans, les vrais antifascistes sont les travailleurs en lutte.

Le premier bonjour des ouvriers dans le métro, dans le tramway, à l'usine, dans la mine, s'accompagne des questions : « As-tu entendu la radio étrangère ? A part l'O.N.U., que disent les organisations ouvrières ? Si beaucoup suivaient l'exemple de ceux qui ont fait des grèves de protestation, nous n'en aurions plus pour longtemps avec le dictateur. Car pour ce qui est du reste... »

...et leur action

Et c'est parce qu'ils n'ont plus confiance dans les phrases creuses des farceurs de l'O.N.U., mais en leur force de classe, que les ouvriers et les mineurs d'Espagne, unifiant la lutte de leurs deux grandes centrales syndicales (clandestines), C.N.T. et U.G.T., ébranlent le régime par leurs grèves revendicatives et préparent les victoires de demain.

MARIA.

EN ALLEMAGNE

Grèves contre les fascistes contre le démantèlement des usines, et contre la durée inhumaine du travail

(De notre correspondant particulier.)

★

Stuttgart... décembre. — Lors de l'acquittement de Von Papen, Schacht et Fritsch par le Tribunal de Nuremberg, une vague de protestations a déferlé sur le territoire des quatre zones occupées de l'Allemagne. A cet acquittement s'ajoutaient encore les attentats à la bombe contre les Spruchkammern (Chambres civiques de dénazification) à Stuttgart et dans les environs de cette ville.

La patience des ouvriers était à bout. Ils décidèrent de proclamer une grève générale d'avertissement de quinze minutes contre les agissements des fascistes. La direction des syndicats était opposée à ce mouvement par crainte des Américains. En effet, ces derniers, comme tous les autres occupants, ont interdit les grèves. Mais cette fois, les délégués d'usines ont obligé la direction à donner son approbation après une âpre discussion. Et, malgré l'intervention, au dernier moment, des autorités américaines, la grève se déroula normalement.

Une autre grève a éclaté dans une usine de Stuttgart. Cette usine devait être démontée et livrée aux Russes. Cela se passait un jour après les élections à Berlin. On venait d'apprendre également les déportations forcées de travailleurs allemands en U.R.S.S. qui avaient été opérées dans la même nuit. Cette nouvelle, et le fait que, par le démontage des machines, les ouvriers allaient perdre leur gagne-pain, ont provoqué la grève. Les Américains sont intervenus pour faire reprendre le travail. Le mouvement a duré un jour et demi.

★

Mannheim, .. décembre. — Dans les chantiers navals de Mannheim se manifestait depuis longtemps le mécontentement des ouvriers contre la durée inhumaine du travail. La direction des chantiers avait refusé, repoussé les revendications des ouvriers qui demandaient la semaine de quarante-cinq heures pour pouvoir aller chercher de la nourriture à la campagne, le samedi après-midi.

La direction syndicale était hostile à la grève qui avait été décidée. Les ouvriers organisèrent donc eux-mêmes leur mouvement. Ils s'appuyèrent sur leurs meilleurs camarades qui formèrent un comité de grève.

Un samedi, à dix heures du matin, ce dernier a informé les ouvriers qu'ils devaient quitter le travail une demi-heure après. A dix heures et demie, toutes les sirènes commencèrent à siffler, et les travailleurs quittèrent le travail.

Les Américains sont intervenus quelques heures après, mais ils n'ont trouvé à l'usine que quelques employés de la direction qui avaient été tenus dans l'ignorance de la grève.

Après lecture de la liste du personnel, la police américaine a arrêté quelques membres du comité de grève, mais elle a dû les relâcher peu après car le mouvement était solidement organisé.

La grève a réussi. Depuis, les ouvriers ne travaillent plus le samedi. Et la direction qui ne voulait plus donner de supplément pour les rations des travailleurs de force a dû reculer devant l'attitude des ouvriers qui menaçaient de reprendre la grève.

Camarades

La situation financière de notre journal nous oblige absolument à réserver une place à de la publicité payante en dehors de celle de la librairie du parti.

Cette publicité sera triée par la direction de « La Vérité ». Nos lecteurs comprendront que sa publication ne saurait engager en aucune façon la responsabilité de notre journal, et qu'elle est motivée strictement par l'importance de nos charges et la faiblesse de nos moyens.

LA VERITE.

Bientôt paraîtra chez Fasquelle

LA LIBERTE

Tome second de l'œuvre monumentale entreprise par JEAN LOUBES

LE DON DE VIE

histoire contemporaine des origines d'un village dont le tome premier :

LE REGRET DE PARIS

a obtenu le Prix des 2 Magots 45

Bientôt paraîtra aux Editions du Pavois

LES JOURS DE NOTRE MORT

par DAVID ROUSSET dont le premier livre :

L'UNIVERS concentrationnaire

a obtenu le Prix Théophraste-Renaudot 45

VIENT DE PARAITRE

Aux Editions de la N.R.F.

La lutte des classes sous la Révolution

Bourgeois et bras nus

(DEUX TOMES)

par Daniel GUERIN

auteur de

FASCISME et GRAND CAPITAL et de LA PESTE BRUNE

LIBRAIRIE

LENINE : La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ..... 20 fr.

TROTSKY : Le Marxisme et notre époque ..... 30 fr.

A. LEON : Conception matérialiste de la question juive... 90 fr.

D. GUERIN : Fascisme et grand capital ..... 180 fr.

Œuvres de MARX ENGELS, LENINE et TROTSKY.

Dans le n° D'OCTOBRE-NOVEMBRE de

QUATRIEME INTERNATIONALE

Revue du Comité exécutif international lire

Un article inédit de L. TROTSKY sur « L'Industrie nationalisée et la gestion ouvrière »

et des études sur :

Le Xe Plan quinquennal et la crise dans l'économie soviétique ;

Le Proche-Orient ;

et des Nouvelles du Mouvement ouvrier et de l'Internationale

Le numéro.... 30 francs

Commandes par chèque postal : Mlle de GANS, 5.301.54, PARIS

Edité par le Secrétariat International

L'U.R.S.S. au lendemain de la guerre et la politique du parti communiste

Tome II (articles de militants anglais, irlandais, français). Prix : 15 francs

Tome I..... Prix : 25 francs

Commandes par chèque postal : Mlle de GANS, 5.301.04, PARIS

« Si quelqu'un criait la nuit dans notre baraque, nous savions qu'il avait rêvé à la Gestapo. Et, reprenant conscience, il retrouvait avec gratitude l'odeur de la paille pourrie du Vernet. » Car nous vivions au « temps du mépris ». C'était en 1939, Daladier régnant. Ils étaient des dizaines de milliers, chassés d'Italie, chassés d'Europe centrale et de l'Europe balkanique, chassés d'Allemagne, chassés d'Espagne. Ces survivants de luttes héroïques étaient venus chercher un refuge sous l'aile protectrice des « démocraties occidentales », et particulièrement en France. Ils composèrent ces cohortes modernes de nomades, traqués, humiliés, refoulés, emprisonnés, assassinés : les cohortes de l'espoir et du désespoir, « la lie de la terre »...

les livres ★ les livres ★ les livres ★ les livres ★ les livres

LA LIE DE LA TERRE

par ARTHUR KŒSTLER

L'espoir et le désespoir

C'est de l'espoir et du désespoir de ces hommes qui n'avaient pas accepté la condition de l'esclavage que nous entretient A. Kœstler dans *La Lie de la Terre*. L'auteur du *Testament espagnol* laisse parler ses souvenirs, car il appartient lui-même à « la lie de la terre ». Suivant le destin des cohortes tragiques, il fut enfermé au camp du Vernet. Kœstler nous parle de ses compagnons : « Nous avions déjà passé par les prisons et les camps de concentration d'Allemagne, d'Italie, de l'Est de l'Europe ou d'Espagne. Peu d'années avant, on nous avait appelés les martyrs de la barbarie fasciste, les pionniers de la civilisation, les défenseurs de la liberté. La presse et les hommes d'Etat de l'Ouest avaient plutôt fait du tapage sur nous, probablement pour étouffer la voix de leur mauvaise conscience. Et maintenant, nous étions « la lie de la terre ».

Pour les gens « distingués » (l'« élite ») et aussi, hélas, pour les victimes du bourrage de crâne, ils étaient simplement « les métèques », ces fameux métèques « qui venaient manger notre pain » et qui devaient endosser la responsabilité de tous les malheurs, y compris celle de la guerre.

Le Vernet est en France

La guerre, ils voulaient la faire aux côtés des puissances « démocratiques ». Cette guerre, pour eux, elle était la leur : c'était la guerre contre le fascisme. Du moins le croyaient-ils... Afin de dissiper toute illusion à ce sujet, le gouvernement les envoya en villégiature au Vernet. Nos lecteurs voudront lire le livre de Kœstler, ne serait-ce que pour s'informer sur cet aspect de la barbarie « démocratique ».

« L'échelle des souffrances, nous dit Kœstler, et des humiliations, était faussée ; la mesure de ce qu'un homme pouvait endurer perdue. Pour un régime démocratique, « le Vernet » était le comble de l'infamie ; comparé à Dachau, c'était encore supportable... Au Vernet, la moitié des prisonniers dormaient sans couverture par vingt degrés en dessous de zéro ; à Dachau, ils étaient enchaînés et exposés au froid. » Pour ceux qui croient à la « démocratie », pour ceux qui sont persuadés que le fascisme est un phénomène spécifiquement allemand, nous tenons à leur rappeler que le Vernet est en France et que les fortionnaires du Vernet étaient, eux aussi, les petits-fils des ancêtres de 1789.

La réalité des illusions

Si les illusions sur la démocratie persistent, et il en est ainsi, un témoignage comme celui de Kœstler ne peut être qu'utile pour aider à les dissiper. Sans doute, le « parfait trotskyste », tout fier de sa science, aurait tendance à ironiser sur les propres illusions de Kœstler, qui croit encore, semble-t-il, à la démocratie bourgeoise. Ou qui veut y croire... Il veut y croire, car il appartient à cette couche de la lie de la terre, dont le désespoir s'est accru d'une terrible déception : l'auteur, jusqu'en 1938, eut confiance en la bureaucratie stalinienne. Il réalisa suffisamment l'ampleur du phénomène de dégénérescence de la Révolution soviétique pour rompre avec le parti, mais pas assez pour retrouver la voie de la Révolution.

N'ayant pu sortir de l'impasse pour faire un bond en avant, Kœstler bat en retraite et cherche une explication au phénomène « dans le drame de la gauche européenne ».

Vaincre le désespoir

Il ne nous est pas permis de sourire avec suffisance, car cette angoisse de l'ancien condamné à mort par Franco, c'est la même qui étreint des dizaines de milliers d'hommes qui ont combattu pour le communisme. Leur angoisse, c'est de voir réapparaître la barbarie fasciste, leur crainte c'est de revivre avec le stalinisme des « méthodes » qui s'apparentent avec le fascisme. Et le « trotskysme » ne bénéficie guère que du préjugé favorable de la victime présente, sans être persuadé qu'il pourrait apporter autre chose avec sa victoire que la même haine sectaire, étouffante et sanglante qu'apporta le stalinisme. Ils oublient, les multiples Kœstler, que le communisme ne sera pas cela, dans la mesure où ceux qui ont vécu la terrible expérience de l'espoir et du désespoir auront suffisamment confiance en eux-mêmes pour vouloir que notre victoire soit la leur : une victoire de l'humanité progressive. Cela est possible. Ceux qui ne sont pas morts sur la paille démocratique du Vernet, nous les vîmes arriver certain jour, dans un « transport » de triste mémoire à Buchenwald. Ils avaient été livrés par Daladier à Pétain, qui s'empressa de les remettre à Hitler. Nous ne voulons pas croire que ceux-là, et tous les autres qui en réchappèrent, puissent se contenter du choix entre la paille du Vernet et le crématorium de Buchenwald. L'un reste l'antichambre de l'autre. Il faut vaincre le désespoir. Il ne faut pas accepter de glisser sur la paille démocratique...

Le chemin de Pilar...

On se souvient de Pilar, cette fille espagnole qui, nous dit Plisnier, « retourna à sa classe ». Il semble qu'un même sort frappe tous ceux qui dans la littérature, ayant bu à la même source d'espoir, s'en sont détournés écœurés. Malraux, Plisnier, Kœstler, les auteurs de l'espoir et du désespoir. Tant que la source ne sera pas tarie, il en sera, dans la littérature comme ailleurs, qui suivront le même cours. Mais nous sommes de ceux qui voulons que la crue de la révolte vienne grossir le lit de la Révolution. Comme le limon fertile, comme les alluvions fluviales ou éoliennes, les combattants nomades de la liberté, semés à tous les vents par la tempête, portés par les courants de la révolte féconderont cette terre de misère et de détresse.

Jamais il n'y eut détresse aussi grande que celle des fantômes de l'enfer nazi. Et pourtant nous chantions, dans toutes les langues, un chant aussi triste que la douleur du monde, qui comportait un couplet que Kœstler doit connaître :

Mais un jour dans notre vie
Le printemps refleurira...

Nous croyions encore au printemps possible parce que nous le voulions. Il serait beau, il serait utile, que quelques-uns se lèvent de la lie de la terre et que leur talent d'artistes leur fasse chanter ce printemps, pour lequel des dizaines de millions d'hommes sont morts, depuis la *Cité du Soleil* de Spartacus. Le chant des artistes est la nourriture essentielle de ceux qui luttent pour la condition humaine. Ils voudraient autre chose que du désespoir.

Marcel BEAUFRÈRE.

AGIR POUR LE MINIMUM VITAL c'est lutter pour de véritables *CONVENTIONS COLLECTIVES*

UN MINIMUM VITAL en rapport avec le coût de la vie

(Suite de la première page)

Et le parti communiste français?

En lisant *l'Humanité*, du 22 décembre, les travailleurs ont pu voir que dans la discussion de ces mesures à la Chambre :

« Jacques Duclos ne se départit pas de son ironie. » Il y a vraiment de quoi! Puis Duclos déclare : « Nous savons que le métro est en difficulté et *qu'il faut augmenter les tarifs*, mais nous pensons qu'il serait plus conforme de ne pas les augmenter actuellement de façon aussi importante ».

5 francs, c'est trop, mais 4 francs, ou 4 fr. 50, c'est bien. Voilà le raisonnement de Duclos. Pas un mot sur l'expropriation sans indemnité ni rachat du baron Empain, qui par surcroît, a collaboré avec Hitler.

Le P.C.F. et le P.S. ont choisi ensemble la voie de la capitulation devant les trusts.

Et la C.G.T.?

La C.G.T. a proposé au gouvernement un plan. Dans ce plan, on ne parle absolument pas des seules mesures qui permettraient d'équilibrer le budget, sans faire retomber les charges sur le dos des masses laborieuses :

Les nationalisations sans indemnité ni rachat sous contrôle ouvrier de la grande industrie, des banques et du gros commerce.

Mais l'on pouvait croire que la C.G.T. allait se lancer dans un vigoureux combat pour les conventions collectives et le minimum vital qui devait y être inclus. Il y a quelques jours, la presse s'est fait l'écho du chiffre de 90.000 francs par an qu'aurait fixé le Bureau confédéral à ce minimum.

Etant donné que la C.G.T. exige que le salaire de base s'élève à 120 % de ce minimum vital, le travailleur le moins favorisé aurait touché 108.000 francs par an. Quoique ce minimum soit insuffisant (nous le montrerons par ailleurs) les salariés auraient appuyé en force cette revendication du Bureau confédéral. Mais celui-ci vient précipitamment de démentir ce chiffre. Le Bureau confédéral s'apprête lui aussi, à la suite du P.S. et du P.C.F., à capituler sur toute la ligne.

Assez de capitulations!

Les travailleurs par leur action de classe, à l'usine, au chantier, et au bureau doivent imposer au patronat :

Le minimum vital en rapport avec le coût de la vie, et la garantie de ce minimum par l'échelle mobile.

Tous unis, ils doivent suivre la voie victorieuse des employés de Bordeaux, des métallos d'Unic et de Renondin qui, par leurs grèves, ont imposé au patronat satisfaction de leurs justes revendications.

Pierre BOUSSEL.

ART. 41. — Dans le cas où les fluctuations indiquées dans les indices statistiques ci-dessus seraient supérieures à 10 %, le taux minimum de salaires seront reconsidérés sur la base des éléments réels du coût de la vie (indices des 34 articles, loyer et vêtements.

Il est entendu que ce sont les indices fournis par la statistique générale de la France, indice de la dépense d'une famille ouvrière de quatre personnes et ceux fournis par les syndicats ouvriers qui serviront à constater lesdites fluctuations. La variation ainsi déterminée sera appliquée intégralement aux salaires effectivement payés ainsi que tous les éléments venant s'y ajouter au moment de sa détermination.

Ajoutons que l'article 41 rédigé ainsi a été repris par le projet du bureau confédéral envoyé comme modèle à toutes les fédérations, précédé par l'article 40 bis où il est dit, entre autres :

« Momentanément, pour éviter une nouvelle régression, nous supposons la clause ci-dessous. » Suit l'article 41. Ce qui est profondément exact et réduit à néant le fallacieux argument que l'échelle mobile et le minimum vital en rapport avec le coût de la vie ne feraient que « consacrer la misère », alors que celle-ci s'approfondit de jour en jour, face aux hausses des prix.

Les travailleurs doivent condamner l'article 41 remanié sans discussion à la base par les dirigeants des métaux et doivent, non seulement engager les discussions dans les assemblées générales des syndicats, mais des actions pour imposer son application immédiate aux patrons.

Dans ce sens, nous estimons indispensable de le préciser par deux additifs ainsi rédigés et qui serviront de base aux revendications.

ART. 41 a. — Le salaire de base correspondra au minimum vital. En février 1945, la C.G.T. revendiquait un minimum mensuel de 4.000 francs pour 40 heures de travail par semaine ou 23 francs de l'heure pour le manœuvre. Compte tenu de la hausse du coût de la vie qui est passée de l'indice 100 en février 1945 à l'indice 264 au 1er novembre 1946, le minimum vital sera revalorisé par le coefficient 2,64 soit 10.560 francs par mois pour 40 heures de travail par semaine ou 60,72 francs de l'heure pour le manœuvre.

ART. 41 b. — Momentanément pour éviter une nouvelle régression et tant que le coût de la vie s'élèvera, ce minimum sera mensuellement revalorisé sur la base des indices que fournira la C.G.T. et, le cas échéant, ceux de la Statistique générale de la France. Le coefficient de hausse sera appliqué intégralement au minimum vital et à tous les éléments venant s'y ajouter (charges de famille, boni, etc., etc.).

Le minimum vital servira de base pour la hiérarchie des salaires. Les variations en rapport avec le coût de la vie seront intégrale-

(Suite de la première page)

ment appliquées à tous les salaires jusques et y compris les ingénieurs et cadres subalternes. Les cadres

supérieurs et les directeurs ne bénéficieront pas du jeu de l'échelle mobile étant donné que leur traitement leur permet de vivre luxueusement, et qu'il s'agit de protéger les moyens et petits salariés.

ART. 41 c.— Le tableau ci-dessus publié dans l'organe syndical Front Ouvrier du 15 novembre, peut servir de modèle à l'application du minimum vital et de l'échelle mobile qui le garantit.

De plus, il est inadmissible que l'article 42 du projet de conventions collectives nationales admette un abattement de salaire par zone allant de 93 à 100 et 108 pour la région parisienne. Peut-on accepter qu'un professionnel 3e échelon gagne 46 francs de l'heure tout compris chez Montbozut, à Bordeaux, alors qu'à Paris il peut se faire jusqu'à 70 fr. et plus ? Une organisation syndicale qui accepte et ne combat pas de telles injustices alors que le coût de la vie est sensiblement le même dans tout le pays se discrédite devant la masse des salariés.

En conséquence, nous formulons le nouvel article 42 ainsi rédigé :

L'abattement des zones sera supprimé. Il sera institué pour chaque catégorie un salaire national qui sera le même pour tout le pays.

Voilà quelles sont, sur le problème des salaires les principales modifications à apporter au projet de conventions. Il y en auraient d'autres et d'importance, par exemple : les vacances égales pour tous. Il n'y a aucune raison que le directeur ait un mois de vacances et l'ouvrier trois semaines. La justice voudrait un mois pour tous.

Mais la question de la rémunération passe aujourd'hui au premier plan.

De véritables conventions collectives, c'est le minimum vital en rapport avec le coût de la vie, garanti par l'échelle mobile. Dans toutes les entreprises, il faut immédiatement engager l'action. Vaincre en combattant, voilà la devise ouvrière.

P. B.

	Avril 1945	Octobre 1945	Février 1946	Mai 1946	Août 1946	Septemb. 1946	Octobre 1946
Indice du coût de la vie......	100	141	148	174	224	241	264
Manœuvre ordinaire	23 »	32,43	34,04	40,02	51,52	55,43	60,72
Manœuvre gros travaux.........	24,84	35,02	36,76	43,22	55,64	59,90	65,57
Ouvrier spécialiste, 1er échelon.	27,83	39,24	41,15	48,42	62,33	67,07	73,47
Ouvrier spécialiste, 2e échelon.	29,21	41,18	43,23	50,82	65,43	70,39	77,11
Professionnel, 1er échelon......	32,20	45,40	47,65	56,02	72,12	77,60	85 »
Professionnel, 2e échelon......	35,65	50,26	52,76	62,03	79,83	85,91	94,11
Professionnel, 3e échelon......	39,10	55,13	57,86	68,03	87,58	94,47	103,22
Mensuel, sur la base de 40 heu.	4.000 »	5.640 »	5.920 »	6.960 »	8.960 »	9.640 »	10.560 »

Le minimum vital et le ravitaillement

Lorsque nous avons donné le tableau établi par la C.G.T. aux fins d'étude des zones de salaires et d'élaboration du minimum vital (1), nous avons calculé, en nous basant sur les prix actuellement en vigueur, que l'achat des quantités de denrées indiquées dans ce tableau représentait une dépense de 7.780 francs, ou, en arrondissant, 7.800 francs.

Ce total nous a paru si anormalement bas (surtout s'il doit servir réellement à établir le minimum vital) que cela nous a incité à reconsidérer de près les quantités données par la C.G.T.

1.600 grammes de charcuterie par mois cela représente par semaine à peu près une tranche de jambon ou de pâté par personne. Les 3.100 gr. de viande ne donnent pas tout à fait 800 gr. par semaine, soit un petit rôti (avec os). Mais la semaine compte sept jours et le travailleur ou la ménagère aurait bien besoin d'un plat de viande quotidien. Même les beafsteak ou le pot-au-feu achetés au marché libre ne constituent pas le supplément nécessaire ; il faut aller à la triperie où la moindre tranche de foie de veau que le docteur a recommandée en voyant les joues pâlotes du J2 ne coûte pas moins de 45 à 50 francs ! Et il faut aussi passer par le « noir » bien qu'aujourd'hui le marché libre et le marché noir ne soient que deux mots différents pour désigner une seule et même chose !

La trentaine d'œufs que représente environ le chiffre de 1.900 grammes serait suffisante... si l'on en trouvait à l'heure actuelle.

Ce ne sont pas non plus les 10 grammes quotidiens de beurre et de fromage indiqués qui enrichiront beaucoup la teneur des menus en matières grasses.

Il n'est pas une ménagère que le chiffre de 15 kilos de pommes de terre ne fera sourire. Cet élément essentiel entre chaque jour pour au moins 1 kilo dans la nourriture familiale, soit en potages, soit en plats.

Quant aux fruits, tous les spécialistes de l'hygiène alimentaire insistent sur leur nécesité absolue. L'organisme a besoin d'une certaine quantité de vitamines qui ne peut être fournie, en hiver particulièrement, que par les fruits. Ce n'est donc pas 1 kilo 550 par mois qu'une famille de 4 personnes doit consommer, mais largement 15 et même, si possible, 20 kilos. Et ce chiffre est tout à fait modeste en comparaison du kilo par jour et par personne que préconisent certains hygiénistes !

Pour le vin, enfin, il est peu probable qu'un travailleur de force se contente des trois litres mensuels que lui alloue généreusement le Ravitaillement, même en doublant sa ration au « noir », ainsi que l'indique le barème, il va, de temps en temps, se « redonner du cœur » au café du coin ; seulement il lui en coûte 20 ou 25 francs pour un petit verre !

Toutes ces rectifications, la ménagère n'a pas besoin de se creuser la tête pour les élaborer sur le papier. Chaque jour, au marché, son panier à provisions et son porte-monnaie sont bien plus éloquents pour elle que tous les tableaux et barèmes de la C.G.T. ! Et elle sait fort bien que 7.800 fr pour quatre personnes leur permettraient de vivre tout au plus quinze jours et ne constituent en aucune façon un minimum vital.

(1) Voir le n° 153 de « La Vérité ».

Clermont-Ferrand :
AUX USINES MICHELIN les ouvriers protestent contre la direction syndicale

MICHELIN, patron de combat, doit être satisfait de la direction syndicale de ses ouvriers ; un fait est pourtant connu de tous à Clermont-Ferrand, c'est la violence antisyndicaliste dont a fait preuve ce patron pendant toute son existence. Mais aujourd'hui les dirigeants de la section syndicale d'entreprise, fidèles tenants de la collaboration de classes se mettent à genoux devant lui, et sacrifient à la politique de « production » jusqu'aux libertés démocratiques les plus élémentaires.

Aussi des services entiers, toujours plus nombreux, s'élèvent contre une direction syndicale d'orientation dictatoriale. Après les services V.R. et V.D., c'est le service 09, emboîtage des pneus, qui proteste cette semaine. Voici un extrait de la résolution votée à la réunion de ce service :

LE TRAVAIL DU DIMANCHE AUX USINES MICHELIN

Quatre-vingts pour cent des camarades ont signé une protestation non pas contre la nécessité de travailler le dimanche, mais contre la façon d'agir de leurs dirigeants actuels.

La majorité des ouvriers de l'emboîtage considère qu'il ne s'agit pas de se poser en champions de la démocratie sur une tribune, mais mieux vaut mettre cette dernière en application dans la pratique.

Si les ouvriers sont d'accord pour comprendre qu'il faut faire un effort pour la production, ils seraient désireux que celui-ci ne soit *pas à sens unique, car depuis plus de deux ans, ils n'ont cessé de faire des sacrifices sans contre-partie.*

Aussi, dans tous les cas ils demandent à être consultés lorsqu'il s'agit de décider de leur sort et ceci, dans l'atelier où ils travaillent, avant toute décision, pensant que là seulement existe la démocratie. Certes, nous savons que cette dernière n'a pas toujours le goût de plaire à certains dirigeants du mouvement syndical actuel, néanmoins nous tenons à prévenir les intéressés que les ouvriers de l'emboîtage ne sont pas mûrs pour accepter la suppression de leurs libertés.

Autre chose : profitant de l'attitude de cette direction syndicale et sûre de sa passivité, la direction des Etablissements Michelin offre des primes spéciales allant de 4.000 à 10.000 francs à ceux qu'elle appelle ses ouvriers d'élite !!!

Que fait le syndicat ? Que fait le comité d'entreprise ? Rien, jusqu'à maintenant ; il faut dénoncer ces agissements conçus pour diviser les travailleurs ; les ouvriers des usines Michelin doivent réagir contre ces méthodes. — B. L.

En vendant *La Vérité* dans la Cité La Plaine à Montferrand

La cité LA PLAINE appartient à MICHELIN. Y logent des centaines de familles.

Nos camarades vont de porte en porte, leur démarche est assurée, leur ton est fier et dynamique.

Quelques conversations recueillies en cours de vente :

— Alors, camarade, il paraît que les ouvriers d'élite sont récompensés ?

— Ne m'en parlez pas, c'est une honte, d'ailleurs pourquoi élite ? Tous les ouvriers sont solidaires dans le travail qui sort, alors pourquoi fait-on des différences ? Tu le sais comme moi, on veut nous diviser... Ce qui n'est pas propre, c'est que le syndicat, le comité d'entreprise ne f... rien, c'est à vous dégoûter de tout et de tous.

— Camarade, il ne faut pas te décourager, tes responsables, c'est toi et les autres copains de l'usine qui les nommez; s'ils ne font pas leur boulot, à vous de les remplacer si c'est nécessaire, parce qu'il faut lutter, à travers une organisation.

Dans d'autres maisons, certains refusent le journal, ne le connaissant pas ; d'autres achètent *La Vérité* régulièrement :

— Donnez-moi le journal. La vérité n'est pas toujours bonne à dire pour tout le monde, mais vous avez raison ; malheureusement ils ne sont pas tous comme vous ; voyez à l'usine, on nous fait travailler le dimanche, sans rien nous demander. D'accord, nous avons le samedi, mais est-ce qu ecela remplace vraiment le dimanche ! Nous sommes les esclaves, il faut faire ce qu'on nous dit, et tout accepter toujours.

— Non, il ne faut pas toujours accepter, il faut lutter ; le parti communiste internationaliste regroupe les travailleurs pour lutter contre le capitalisme oppresseur.

— Ah, pauvres ! je ne peux pas vous l'acheter votre journal (c'est une vieille femme qui parle).

— Vous êtes retraitée de chez Michelin ?

— Eh oui ! avec 40 francs par jour, on ne va pas loin, vous comprenez !

— Prenez le journal, je vous le donne. Lisez-le et montrez-le autour de vous. Notre parti lutte pour les vieux comme pour les jeunes, pour tous les exploités.

UNITÉ D'ACTION DES OUVRIERS ET PAYSANS ou collaboration avec l'état bourgeois

Nous reproduisons ci-après un article particulièrement intéressant paru dans l' « Action Sociale », organe de la tendance syndicale C. E. T. E. S., du 12 décembre 1946 :

Nos camarades savent bien qu'on cherche à dresser les ouvriers contre les paysans ; mais l'opération complémentaire se fait à la campagne. Si cela réussit, chacune des deux grandes catégories de travailleurs croira savoir à qui s'en prendre des difficultés accrues qui se préparent. Et les privilégiés se frotteront les mains.

Un des derniers incidents soulevés par cette habile politique de division vient d'avoir lieu à Rochefort-Montagne (Puy-de-Dôme). Un camarade de la commission d'assainissement, accompagné de représentants du contrôle économique, a été assailli et sérieusement maltraité.

Bien sûr, ce ne sont pas les instigateurs de l'agression qui ont été arrêtés, mais cinq ou six paysans à la tête montée. Il n'y a pas lieu de les approuver. Mais il vaudrait mieux se demander comment on peut éviter des incidents aussi regrettables.

Les délégués syndicaux paysans, accompagnés de ceux de la C. G. T., sont allés faire, sans aucun incident et avec fruit, des [illegible] dans les régions les plus diverses pour obtenir de la viande et des pommes de terre.

Certains organismes ouvriers ont préféré organiser, sans les représentants paysans, des commissions d'assainissement. C'est là une première faute.

Si une coordination avait existé, l'action pour ravitailler les villes d'Auvergne aurait peut-être commencé ailleurs qu'à Rochefort, pour des raisons locales.

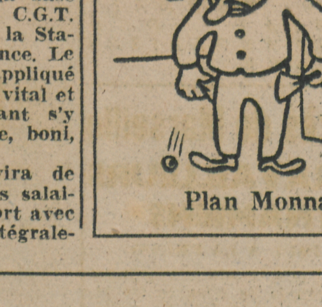
Le délégué ouvrier, accompagné d'un délégué syndical paysan, aurait été mieux reçu que chapeauté par le contrôle économique. Peut-être aurait-il compris qu'il fallait poser les problèmes sur le terrain économique, et non parler comme il l'avait fait quelques jours avant à la commission de la viande des « hitléro-trotskystes ».

Enfin, un communiqué commun des organisations ouvrières et paysannes aurait condamné l'agression, certes, mais avec des arguments meilleurs que ceux présentés par le Syndicat des produits chimiques dans la presse locale : il n'est pas très adroit de se prévaloir de ce que les ouvrières « travaillent quarante-huit heures par semaine » auprès des paysans qui, justement, travaillent ordinairement soixante heures et plus.

Surtout lorsque le camarade agressé est, lui, permanent.

L'union des paysans et des ouvriers est nécessaire. Mais elle passe par l'action commune et coordonnée de leurs organisations syndicales respectives. Et c'est contre leurs exploiteurs communs qu'elle doit se faire.

GASTER.



Plan Monnaie

« Le grand froid nous est venu de Sibérie. » (Les journaux.)

— Ils ont encore dû oublier de baisser le rideau de fer !

La politique de la Fédération des prisonniers

Avant notre libération des kommandos, le peuple de France plaçait son espoir dans cette masse de 1.500.000 prisonniers de guerre et tout le monde disait : « Ça va changer lorsque les prisonniers seront de retour. » Nous sommes rentrés dans nos foyers et rien n'a changé. Le niveau de vie est toujours aussi misérable. Mais devant le désordre économique et social, les prisonniers sont inactifs. C'est la Fédération qui est cause de cette passivité. A notre retour, nos dirigeants, libérés bien avant nous d'ailleurs, nous ont endormi par des fêtes, des bals, des banquets, des messes et des manifestations patriotiques. Cependant, après ces mascarades, les P.G. commencèrent à manifester, il y eut quelques descentes dans la rue, notamment à Paris. Alors, nos dirigeants firent pression sur les prisonniers en criant : « Pas de politique, du calme, restez sous les plis du drapeau tricolore. »

Capitulation . . .

En réalité, messieurs les dirigeants, vous faites une politique de moutons à l'égard du capitalisme.

Pour faire aboutir notre légitime revendication des 400 francs par mois de captivité, vous êtes incapable de lancer de véritables mots d'ordre de combat, vous implorez, mais vous n'imposez pas. Comme les réformistes de tout poil vous dites : « Il nous faut nos 400 francs, mais nous serons patients, car nous savons que la France est pauvre. »

Camarade prisonnier de guerre, jette un coup d'œil dans les palaces de Nice, de Cannes et de Vittel et tu verras qu'il y a de l'argent. Tu verras les capitalistes à grosse bedaine gaspiller des fortunes en compagnie de jolies filles de luxe. Messieurs les dirigeants de la Fédération des Prisonniers de guerre, il y a de l'argent, il faut exiger l'expropriation de tous les trusts qui s'engraissent sur le dos des travailleurs. Ne pas prendre cette position, c'est pratiquer une politique de défense du capitalisme. Les scandales de Frenay auraient dû provoquer la descente dans la rue de toutes les victimes de la guerre. Même maintenant, où Casanova est ministre, il y a encore certains départements où seulement 8 % des P.G. ont touché leur vestiaire.

. . . et chauvinisme

Vous dites, messieurs les dirigeants que les Allemands sont tous des sauvages et le P.G. français qui a le courage de dire que parfois des sentinelles donnaient du pain aux prisonniers, celui-là on le traite de Boche.

Seuls, les prolétaires allemands paient en Allemagne les frais de la guerre, mais les gros marchands de ferraille, à commencer par les Krupp et nos de Wendel qui vendirent du fer à Hitler vivent en paix et comptent leurs millions. Les Henckel de Kassel comptent leurs bénéfices de guerre pendant que le P.G. allemand compte ses poux.

Une fois pour toutes, il faut avoir le courage de dire que seuls les ouvriers et paysans de tous les pays paient les frais de la guerre.

Vous dites « pas de politique » ?

D'accord, messieurs, pas de politique qui fait le jeu des exploiteurs et des curés, pas de politique de moutons au service du capitalisme, mais si notre organisation ne veut pas succomber, il faudra bien pratiquer une politique d'union et d'action avec nos camarades S.T.O., maquisards, réfractaires, déportés politiques, anciens combattants, sinistrés; politique d'action contre les exploiteurs, contre les brigands impérialistes du monde entier, politique internationaliste avec les prolétaires et paysans allemands.

C. SASSO.

ancien prisonnier de guerre.

LEON BLUM

(Suite de la première page)

de conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget »...

Et je vois Blum, hier, à la tribune de ce parlement bourgeois, (présidé aussi par ce pauvre Vincent Auriol) intervenant au nom du gouvernement sur la question indochinoise et promettant aux gros colons de « rétablir l'ordre ». Comme les bombes qu'il donnera l'ordre de lancer sur les travailleurs indochinois au général fasciste Leclerc résonneront douloureusement sur la charte socialiste de 1905 !

Fred ZELLER.

Les travailleurs à l'action

Lettre de Saint-Étienne

L'abondance des matières nous a obligé de retarder la publication de la lettre suivante. Nous nous en excusons auprès du camarade.

Camarades,

Je me permets d'attirer votre attention sur un fait qui s'est produit dans une usine de Saint-Etienne où je suis employé : les établissements Tréfilat.

L'établissement en question fabriquait des baraques, la semaine dernière la direction décide brusquement le renvoi d'une partie du personnel ; motif : manque soudain de bois.

Le délégué du personnel monte au bureau. Après quelques instants de conversation avec le représentant de la direction, il redescend et déclare : « Camarades, soyez tranquilles, personne ne sera renvoyé ». Ayant dit ceci, il plie ses bleus et s'en va. Environ un quart d'heure se passe, puis arrive le chef du personnel porteur d'un ordre de licenciement touchant une soixantaine de camarades, ordre de licenciement signé du chef du personnel et, tenez-vous bien, du délégué en question qui, depuis, n'a pas osé reparaître à la boîte.

De tels agissements sont évidemment néfastes à la cause syndicale. Je sais qu'après cela, certains ouvriers quitteront la C. G. T.

Il serait donc bon d'attirer l'attention de tous les travailleurs sur le fait qu'ils ne doivent pas se laisser imposer des délégués, mais les imposer eux-mêmes et suivre pas à pas leur activité de façon à pouvoir les écarter impitoyablement en cas de défaillance.

D'autre part et dans un autre ordre d'idées, parmi ces camarades licenciés, se trouve un jeune Algérien qui pendant cinq ans a guerroyé pour la « démocratie »: Cherchant du travail, il s'est présenté aux Etablissements Mosser de Saint-Etienne avec deux camarades qui, eux, sont Français. Les deux esclaves métropolitains ont été reçus avec une relative bienveillance, mais, quand ce fut le tour du Nord-Africain, on lui fit bien voir que le racisme est une idée encore bien enracinée dans les cerveaux bourgeois. En effet, le scribouillard préposé à l'embauche le prévint que la maison se refusait à employer les travailleurs coloniaux.

Je vous laisse le soin des commentaires, camarades, mais je ne résiste pas au plaisir de crier « Vive l'Union française » !

En espérant que ma lettre sera publiée, je vous adresse mes salutations.

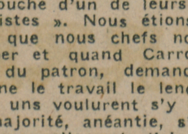
Un syndicaliste stéphanois.

A Courrières (Pas-de-Calais) GRÈVE CHEZ KUHLMANN

Il y a peu de temps, à la suite d'une prime promise par le patron, constatée insuffisante et mal répartie parmi le personnel, tout le service d'entretien de l'usine Kuhlmann à Courrières se mettait en grève d'un seul bloc, tous unis, décidés à ne reprendre le travail qu'après satisfaction complète des revendications : « Le tarif moyen maximum appliqué dans toutes les catégories et une augmentation horaire de 5 francs. »

A 9 heures, une délégation d'ouvriers entre en pourparlers avec le patron. Devant un refus déguisé en promesse, nous nous retirons et gagnons à notre cause le service électrique et le service contrôle. Les bâtiments de production parlent déjà de nous suivre le lendemain si un accord n'est pas intervenu.

A quinze heures, P. Carron, délégué stalinien de l'Union Départementale vient spécialement de Lens pour présider notre Assemblée générale. Et voici textuellement ses paroles : « Mais enfin, qu'est-ce que vous voulez ? Où voulez-vous en venir ? Vous êtes fous



de faire grève, depuis la libération, aucune grève n'a donné de résultat. »

Les ouvriers étaient sidérés d'entendre ces mots de trahison et de lâcheté de la bouche d'un de leurs chefs « syndicalistes ». Nous étions écœurés de voir que nous chefs nous laissaient tomber et quand Carron, en agent zélé du patron, demanda qu'on reprenne le travail le lendemain, quelques uns voulurent s'y opposer, mais la majorité, anéantie, s'inclina.

Personnellement, j'ai senti tout de suite qu'avec de tels « syndicalistes » notre grève échouerait. Nous sommes donc retournés voir le patron avec P. Carron, et quand il lui demanda ce qu'il pensait de ce mouvement, le « valet rendit compte », tout en s'excusant, que les ouvriers avaient tort de déclencher cette grève sans se mettre auparavant en rapport avec le syndicat et que cela était certainement l'œuvre de quelques meneurs.

Cette grève, si elle n'avait pas été brisée, devait aboutir, car le patron avait déjà montré des signes de peur et de défaillance. Mais Carron vint à son secours. Nous avons néanmoins obtenu le salaire moyen maximum et la prime à la production doublée pour les hauts salaires.

Je veux surtout faire savoir aux ouvriers que la grève est notre seule arme et restera notre seule arme contre le patron capitaliste.

Un camarade de l'entretien de chez Kuhlmann.

Aux métallos de la région parisienne :
A L'ACTION POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES !

(Tract diffusé par la Région Parisienne du P. C. I.)

Il y a une quinzaine, les ouvriers et ouvrières de chez Unic ont débrayé pour la troisième fois depuis juillet, pour une revalorisation de leurs salaires. Une après-midi de grève, et la direction dut céder devant la combativité ouvrière.

5 francs d'augmentation horaire pour toutes les catégories !

Suivant l'exemple de leurs camarades des ateliers, les employés et techniciens ont obtenu à leur tour satisfaction pour des revendications de salaires qu'ils avaient déposées.

La semaine dernière, les délégués de chez Renondin, soutenus par l'ensemble des ouvriers prêts à passer à l'action, ont posé la revendication des 5 francs. *La direction, sachant que la grève était préparée, cède sur toute la ligne. Satisfaction est accordée !*

Dans toute la région, les ouvriers discutent sur les cent sous d'autant plus violemment que la direction syndicale stalinienne s'oppose par tous les moyens à l'augmentation horaire de 5 francs.

Chez Saurer, Marcillaut, secrétaire de la locale des Métaux de Suresnes, ose expliquer que les cinq francs horaires ne sont rien devant les conventions collectives. Les ouvriers savent l'importance des conventions collectives, mais 5 francs de l'heure font 1.000 francs par mois, et les ménagères préfèrent les voir dans leur porte-monnaie que dans celui du patron.

Les patrons peuvent payer

Ainsi la grève de chez Unic a montré la voie aux ouvriers de chez Renondin, et leur a donné confiance dans leur force.

Devant la volonté de combat, les directions patronales capitulent.

Face à la hausse du coût de la vie et l'abaissement du pouvoir d'achat des masses laborieuses,

Que toutes les entreprises suivent la voie tracée par Unic et Renondin !

Qu'elles préparent et entament la lutte pour des augmentations de salaires !

PUY-DE-DOME :
Dans le gaz et l'électricité

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article d'Henri Monteillet, secrétaire régional du syndicat, paru dans « Liberté » du 4 décembre 1946.

(N.D.L.R.)

Clermont-Ferrand, 4 décembre.

Nous faisons 48 heures par semaine. Des petits postes et des petites usines font jusqu'à 60 heures et touchent le même salaire mensuel total que s'ils en faisaient 48. Les heures au delà de la 40e ne nous sont pas majorées.

Il y a un peu plus de deux mois, n'ayant pas eu l'augmentation des 25 % (sur le papier), la Fédération Nationale de l'Eclairage et des Forces Motrices demandait la revalorisation du salaire national à 5.000, soit seulement 13,50 %. Depuis ce temps, comme sœur Anne, les gaziers et électriciens ne voient rien venir. Electricité et Gaz de France ont donné leur accord mais les ministres, eux, se chamaillent. Des commissions sont nommées, le Conseil des ministres en délibère, des propositions de 8 % sont faites qui ne sont pas acceptées, une commission interministérielle est désignée. Toujours rien. Il faut attendre. Attendre quoi ? que le coût de la vie monte un peu plus.

Faut-il toujours dire que tout va bien, alors que ce n'est pas vrai ? La situation des gaziers et électriciens ne leur est pas particulière. Elle intéresse tous les travailleurs qui, habitués à un syndicalisme paresseux, attendent que les solutions arrivent du haut.

Notre pouvoir d'achat a diminué de 60 % et qu'actuellement 80 % du salaire de l'ouvrier passe au ravitaillement. Nous avons fait les frais de la guerre, est-ce encore à nous à faire les frais de l'après-guerre ? L'Etat demandait aux salariés, en 1925, 5 % de ses impôts directs ; le chiffre est passé maintenant à 65 %, et les salariés ne peuvent pas tricher là-dessus puisque les déclarations sont faites par les patrons.

La C.G.T. vient d'adopter le principe du rétablissement des conventions collectives. Nous sommes d'accord là-dessus, mais il faudra que lesdites conventions soient élaborées démocratiquement, c'est-à-dire à la base et que dedans y soit incluse l'échelle mobile des salaires garantissant le standard de vie des travailleurs.

Dans la conjoncture économique actuelle on peut admettre que le gouvernement fixe le minimum vital. Pour le salaire de base, ce n'est pas son affaire. Le syndicalisme est là pour ça, mais sans cela il n'aurait pas sa raison d'être. Le travailleur ne fait pas que manger ou se vêtir, il veut vivre en homme et non en paria, il a le droit de s'instruire, de s'éduquer, de se distraire, avoir chez lui le confort. C'est pour ces améliorations que les gaziers et électriciens sont en lutte ouverte contre leur patron, l'Etat qui veut fixer tout seul et en dernier ressort leur salaire.

Henri MONTEILLET.

Le gérant : M. JUILLIA.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE IMPRIMERIE REAUMUR — 100, rue Réaumur —

LES PRISONNIERS DE GUERRE DE ROUEN PASSENT A L'ACTION

A leur dernier congrès départemental, les A.P.G. de la Seine-Inférieure avaient émis diverses revendications, en particulier pour leurs sinistrés.

En effet, l'Association départementale des A.P.G. de Seine-Inférieure est une des plus importantes de France avec ses 23.000 membres, et c'est aussi un des départements qui ont le plus souffert des destructions produites par la guerre. Il existe dans ce département un problème crucial pour les anciens prisonniers qui ont trouvé à leur retour de captivité leur foyer dévasté.

Lassés de quémander et de discutailler, les P.G. ont décidé de passer à l'action. Après ceux du Nord qui réquisitionnèrent, il y a quelques mois, des pommes de terre, ils ont, à l'instar des « squatters » londoniens, installé un des leurs dans un immeuble inoccupé.

Dès son retour d'Allemagne, M. Adolphe Renaud avait fait une demande de relogement. Après avoir vécu avec sa femme et ses trois enfants sous une tente, il logeait dans un garage dont la toiture, en mauvais état, l'exposait à toutes les intempéries. Un de ses enfants est tombé malade, et une nouvelle demande n'eut pas plus de succès que les précédentes.

Un immeuble sis 12, rue Bouquet, à Rouen, qui avait été successivement occupé par les troupes allemandes, puis par les troupes françaises, appartenait encore au ministère de la Production. En tout, une vingtaine de pièces et un gardien.

C'est dans un ordre impeccable, mais qui dénotait aussi une grande volonté, que 500 prisonniers défilèrent, dimanche matin, dans les rues de Rouen, transportant les meubles de leur camarade. La manifestation, en tête de laquelle une banderole indiquait que les anciens prisonniers de guerre passaient à l'action directe, rencontra sur sa route M. Chastellain, le président de la commission municipale du logement qui déposait une gerbe aux monuments aux morts.

La population rouennaise approuve le geste décidé des A.P.G. et leur manifeste sa sympathie.

Chez les prisonniers de guerre comme dans les organisations syndicales et les organisations ouvrières, les vœux de tous les bonzes pour que ne soit pas troublé l'ordre républicain, démocratique et capitaliste ont été balayés comme fétu de paille par la volonté de la masse. Les membres du P.C.F. qui président aux destinées du ministère des Combattants, qui se dressaient avec tant de violence au congrès national de Clermont contre l'action directe que préconisaient certains délégués, n'empêcheront pas les ouvriers d'engager le combat.

A Rouen, les P.G. le déclarent eux-mêmes, nous avons voulu donner un exemple, nous sommes las des parlotes et nous voulons que satisfaction nous soit donnée.

QUI PAIE LES IMPOTS ?

Avec un cynisme sans pareil, André Philip, qui ose se déclarer « socialiste », a déclaré à la Chambre, lors de la discussion du budget :

« Les Français ne sont pas moins imposés que les Anglais, car il faut tenir compte de la cédule des traitements et des salaires, dont le chiffre global est assez élevé. »

Ainsi, pour démontrer que les Français paient beaucoup d'impôts, A. Philip se réfère à l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires institué par Paul Raynaud et qui, effectivement, est celui qui rapporte le plus, mais dont les charges retombent sur les salariés.

Le tableau suivant, extrait de l'inventaire de M. Schuman, donne une idée de l'iniquité de cet impôt :

CATEGORIES IMPOSEES	1938 Montant en millions	1938 % du total des impôts directs	1946 Montant en millions	1946 % du total des impôts directs
Traitements et salaires	1.215	10,4	29.000	43
Bénéfices industriels et commerciaux	3.100	26,5	22.000	32,6
Revenus fonciers	1.318	11,2	3.000	4,4
Revenus mobiliers	5.799	49,5	9.500	14

Ainsi, alors que l'Etat extorquait 1.215 millions au salarié en 1938, soit 10,4 % du total des impôts directs, en 1946, on lui prend 29.000 millions, soit 43 % de ce total, soit 32,6 % en plus. Le capitaliste est imposé sur ses bénéfices en pourcentage de 6,1 % en plus, malgré les profits scandaleux, de 6,8 % en moins sur ses propriétés et de 35,5 % en moins sur le revenu de ses achats. De plus, il faut savoir que si :

« En 1938, les salaires et traitements représentaient 41 % du revenu national, les revenus des entreprises 38 %, aujourd'hui la part des salaires est tombée à 36 % alors que celui des patrons s'élève à 53 %. »

Ce qui, en clair, signifie qu'avec une augmentation minimum de ses profits de 17 % depuis 1938, le patronat paie proportionnellement moins d'impôts.

Au mois de juin, le journal des syndicalistes-révolutionnaires de la C.G.T. *Front ouvrier* écrivait dans son n° 6, sous le titre « Fiscalité de classes » :

« L'Union Générale des Fonctionnaires (C.G.T.) a couvert le pays avec une affiche dans laquelle sont donnés les chiffres suivants :

« Augmentations en pourcentage de 1925 à 1945 :

« Impôts sur les salaires et traitements : 1 à 100.

« Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux : 1 à 4,5.

« Alors qu'en 1925 le total de l'impôt sur les traitements et salaires se montait à :

« 10 % du montant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux,

« et à 5 % du montant des impôts directs,

« en 1945 les salariés paient :

« 225 % de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux,

« et 55 % du montant des impôts directs.

« Ces chiffres signifient que ce sont les salariés qui paient la plus large partie du budget de l'Etat capitaliste qui sert à financer 160 milliards pour les crédits militaires, alors que les petits fonctionnaires ne touchent que des traitements de famine.

« Il ne suffit pas que l'U.G.F. constate ce fait, mais la C.G.T. doit engager la lutte pour :

« — la suppression immédiate et totale de l'impôt cédulaire sur les salaires et traitements ;

« — la confiscation des bénéfices de guerre et d'occupation. »

Mais le « courageux » Philip est incapable d'équilibrer son budget sans en faire retomber le poids essentiellement sur les masses ouvrières. Nous examinerons dans un prochain numéro d'autres aspects du problème des impôts.

VARLIN.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) .... 250 fr.

pour 6 mois (26 nos) .... 125 fr.

pour 3 mois (13 nos)............ 60 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom ....

Adresse ....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 · Paris.

Signature :

Soutiens « La VERITE » en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui.